

**RAPPORT  
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 14 (A/45/14)



**NATIONS UNIES**

**RAPPORT  
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 14 (A/45/14)



**NATIONS UNIES**

New York, 1991

#### **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

TABLE DES MATIERES

|  | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| INTRODUCTION .....   | 1 - 6              | 1           |
| I. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE FORMATION .....                                      | 7 - 39             | 3           |
| A. Formation à la coopération internationale et<br>à la diplomatie multilatérale ..... | 8 - 21             | 3           |
| B. Formation en vue du développement économique<br>et social .....                     | 22 - 39            | 6           |
| II. EXECUTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE .....  | 40 - 71            | 11          |
| A. Recherche sur les Nations Unies .....   | 43 - 53            | 11          |
| B. Recherche sur l'énergie et les ressources<br>naturelles .....                       | 54 - 63            | 13          |
| C. Recherche sur l'avenir des grandes régions en<br>développement .....                | 64 - 71            | 15          |
| III. QUESTIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT                               | 72 - 84            | 17          |

ANNEXES

|  |    |
|--|----|
| I. Liste des activités de formation - 1er juillet 1988-30 juin 1990  | 21 |
| II. A. Statistiques concernant les activités de formation pour la<br>période allant du 1er juillet 1988 au 30 juin 1990 .....                        | 26 |
| B. Liste des 45 pays ayant envoyé le plus grand nombre de<br>participants aux programmes de formation de l'UNITAR<br>(de 1966 au 30 juin 1990) ..... | 31 |
| III. Contributions des gouvernements au Fonds général de l'UNITAR<br>de 1980 à 1990 .....  | 33 |
| IV. Liste des publications de l'UNITAR pour la période 1988-1990 ...   | 45 |
| V. Composition du Conseil d'administration de 1988 à 1990 .....  | 47 |

## INTRODUCTION

1. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est devenu opérationnel le 24 mars 1965, date de la première réunion de son Conseil d'administration. A la suite de cette réunion, qui a duré deux jours, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a nommé M. Gabriel d'Arboussier directeur général de l'Institut. En 1990, l'UNITAR compte donc 25 années d'existence. A cette occasion, l'Institut a fait paraître une publication spéciale intitulée UNITAR : 25 années de formation et de recherche au service de l'Organisation des Nations Unies 1/, qui contient des informations sur les origines de l'Institut, ainsi que sur ses activités et réalisations au cours des années, y compris des témoignages de trois de ses quatre directeurs généraux successifs. Le premier directeur général est décédé il y a plusieurs années.

2. La période considérée dans le présent rapport (juillet 1988-juin 1990) a été marquée par l'application de la résolution 42/197 de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1987, par laquelle l'Assemblée a décidé de procéder à une nouvelle restructuration de l'Institut. Comme elle le demandait par cette résolution, les effectifs de l'Institut ont été encore plus fortement réduits et son statut a été amendé pour tenir compte des divers changements que la restructuration a introduits dans son organisation et son fonctionnement. Par sa résolution 43/201 du 20 décembre 1988, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à nommer un maximum de neuf associés principaux à plein temps et à les doter du statut de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Cette mesure a été appliquée en 1989.

3. Malgré la réduction radicale des effectifs susmentionnée, le volume des activités de l'UNITAR a continué de progresser grâce aux ressources mobilisées à l'aide de dons à des fins spéciales et au dynamisme du personnel et des chargés de recherche de l'Institut. Au 31 décembre 1989, les dépenses effectuées au titre des dons à des fins spéciales s'élevaient à 2 189 710 dollars, contre 1 843 009 dollars au 31 décembre 1987. En 1990, le nombre de dons à des fins spéciales est en augmentation. Le nombre de stagiaires de l'Institut a augmenté de 1 053 entre juin 1986 et juin 1988, mais de 1 779 entre juin 1988 et juin 1990, soit de près de 70 %.

4. Durant la période considérée, l'Institut s'est particulièrement attaché à mieux faire connaître ses activités en lançant en 1989 le Bulletin de l'UNITAR publié par ses soins en anglais et en français, dont les deux premiers numéros ont paru en mai/juin et en novembre/décembre 1989. Un troisième numéro a paru en juin/juillet 1990 et la publication du quatrième est prévue pour novembre/décembre 1990.

5. Comme on le verra au chapitre III, qui est consacré aux problèmes concernant le fonctionnement de l'Institut, sa situation financière reste une source de graves préoccupations, les contributions des Etats au Fonds général de l'Institut (budget de l'UNITAR) ne cessant de décliner, ce qui menace son existence même. Il était prévu que l'immeuble abritant le siège de l'Institut serait vendu à la fin du premier semestre de 1990 au plus tard pour permettre à l'Institut de rembourser sa dette à l'Organisation des Nations Unies et pour créer un fonds de réserve qui aurait aidé à améliorer sa situation financière. Malheureusement, l'immeuble n'est pas encore vendu en raison de la crise du marché immobilier.

6. Dans sa résolution 44/175 du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil d'administration de l'Institut, sur la question du financement à long terme de l'Institut. L'Assemblée générale aura ainsi l'occasion de débattre de la situation financière de l'Institut en examinant le rapport du Secrétaire général.

## CHAPITRE I

### MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE FORMATION

7. Pendant les 18 premiers mois (juillet 1988-décembre 1989) de la période considérée dans le rapport, le programme mis en oeuvre par l'Institut a été celui qu'avait approuvé le Conseil d'administration pour l'exercice biennal 1988-1989. Ce programme tenait compte des dispositions qui figurent dans la résolution 42/197 de l'Assemblée générale, qui stipulait que la formation devrait être désormais au centre des activités de l'Institut. Le Directeur général et le personnel de l'Institut n'ont donc épargné aucun effort pour élargir les activités de formation sur les plans quantitatif et qualitatif. Le programme mis en oeuvre depuis janvier 1990 est celui que le Conseil d'administration a approuvé pour l'exercice biennal 1990-1991. Il a été mis au point après consultation avec les Etats Membres, surtout les pays en développement, ainsi qu'avec les chefs de secrétariat des diverses organisations du système des Nations Unies.

#### A. Formation à la coopération internationale et à la diplomatie multilatérale

8. Il est bon de rappeler que les ressources du Fonds général de l'Institut (budget de l'Institut) ne sont utilisées que pour financer les activités qui entrent dans le cadre de la formation à la coopération internationale et à la diplomatie multilatérale au bénéfice de tous les Etats Membres. Toutes les autres activités de formation de l'Institut, que ce soit dans ce domaine ou dans celui du développement économique et social, doivent être financées par des dons à des fins spéciales. Il en résulte que le Fonds général couvre essentiellement le coût des activités de formation organisées à l'intention des membres des missions permanentes à New York et à Genève.

9. Comme les années précédentes, l'Institut a continué d'organiser des cours d'orientation sur le rôle, les fonctions et les activités de l'ONU à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, ainsi que sur les pratiques et les procédures des organes et institutions du système des Nations Unies à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes à Genève, des ateliers portant sur la rédaction des instruments juridiques internationaux à l'intention des membres des missions permanentes à New York et à Genève, des ateliers portant sur la structure, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'ONU à l'intention des documentalistes et des autres membres des missions permanentes à New York et à Genève, des séminaires ou des cours d'introduction à l'économie internationale à l'intention de membres non spécialistes des missions permanentes à New York et à Genève, des séminaires annuels sur les questions de développement international organisés conjointement avec la Banque mondiale pour les principaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, des séminaires ou des ateliers portant sur le cadre, les problèmes et les techniques des négociations économiques multilatérales à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et des réunions d'information à l'intention des nouveaux représentants aux sessions de l'Assemblée générale.

10. Durant la période considérée, l'Institut a organisé à l'intention des nouveaux membres du Conseil un nouveau cours de formation portant sur le Conseil de sécurité. Organisé pour la première fois en janvier 1989 à l'intention de hauts fonctionnaires malaisiens à la demande de leur gouvernement, et financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce cours, désormais financé par le Fonds général de l'UNITAR, est devenu un élément permanent du programme de formation de l'Institut destiné aux représentants de tous les pays qui siègent au Conseil de sécurité. Le premier de ces cours a été organisé du 4 au 8 décembre 1989.

11. Comme les années précédentes, l'Institut a continué d'organiser à La Haye le programme de bourses ONU/UNITAR de perfectionnement en droit international destiné aux conseillers juridiques des gouvernements de pays en développement, concurremment avec la session d'été de l'Académie de droit international de La Haye et en coopération avec le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU et la Cour internationale de Justice. Après le programme de La Haye, quelques boursiers ont été sélectionnés pour accomplir un stage pratique de trois mois dans les services juridiques des divers organismes des Nations Unies, dont le Bureau des affaires juridiques de l'ONU.

12. Dans le cadre du même programme d'assistance, l'Institut a organisé en novembre 1988 un cours de droit international d'une durée de deux semaines (cours de formation et de recyclage au niveau régional) à l'intention des conseillers juridiques des gouvernements de pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de jeunes professeurs d'université appartenant à la même région. Copatronné par le Gouvernement brésilien, ce cours a eu lieu à Brasilia et a rassemblé 30 participants originaires de 21 pays de la région dans le but de mettre à jour et d'approfondir leur connaissance de l'évolution récente du droit international intéressant l'Amérique latine et les Caraïbes. Un groupe d'éminents conférenciers et experts, originaires de la région ainsi que d'autres parties du monde ont assuré l'enseignement du programme qui portait, la première semaine, sur divers aspects du droit économique international et du droit du développement et, la seconde, sur des questions telles que le règlement pacifique des différends, le droit de la mer, la protection internationale des droits de l'homme et le droit diplomatique et consulaire. En raison de l'insuffisance des fonds, aucun cours régional de formation et de recyclage en droit international n'a été organisé en 1989; mais il est prévu d'organiser un cours sous-régional avant la fin de 1990 à l'intention des pays de l'Afrique australe.

13. Au cours de la période considérée, l'Institut a également continué d'organiser des cours de coopération internationale et de diplomatie multilatérale à l'intention d'autres hauts fonctionnaires de pays en développement financés par des dons à des fins spéciales. Outre le cours sur le Conseil de sécurité à l'intention des hauts fonctionnaires malaisiens, mentionnés plus haut, les cours suivants ont été organisés :

a) Cours d'orientation sur le financement du développement dans le cadre du système des Nations Unies, à l'intention de hauts fonctionnaires ivoiriens. Ce cours a eu lieu à New York et à Washington du 23 janvier au 3 février 1989;

b) Cours de formation à la pratique diplomatique et la coopération internationale organisé conjointement par l'UNITAR et l'IIAP (Institut international d'administration publique de Paris) à l'intention de jeunes



diplomates francophones originaires de pays en développement. Ce cours, qui a eu lieu du 10 avril au 27 mai 1989, a été suivi par 25 diplomates originaires de 18 pays (18 venaient d'Afrique, 4 d'Amérique latine et des Caraïbes et 3 d'Asie). Le programme comprend un cours de formation de huit semaines aux techniques fondamentales de la diplomatie et à la coopération internationale, qui est organisé comme suit : trois semaines de conférences et de séminaires sur la pratique et les techniques fondamentales de la diplomatie à l'IIAP de Paris; quatre semaines de séminaires et de conférences sur la coopération internationale et la diplomatie multilatérale, sous les auspices de l'Institut, à Genève; et une semaine de réunions d'information à Bruxelles sur la coopération entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le Gouvernement français prend à sa charge les frais de voyage et de subsistance, à l'exception des frais de subsistance et des dépenses d'enseignement engagés à Genève, qui sont supportés par le PNUD au titre des programmes de pays de chaque pays participant et des frais de subsistance engagés à Bruxelles, qui sont supportés par la CEE. En raison de l'insuffisance du financement du PNUD, il n'a pas été possible d'organiser en 1990 la partie du cours qui se situe à Genève.

14. Durant le deuxième semestre de 1988, l'Institut a aidé le Gouvernement kényen à mettre au point un projet visant à créer à Nairobi un institut d'études internationales et diplomatiques. Le Gouvernement a demandé à l'Institut de continuer à lui prêter assistance dans la mise en oeuvre de ce projet, le PNUD finançant les apports de l'Institut.

15. Au cours de la période considérée, l'Institut a préparé à l'intention des pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), en coopération avec la City University de New York (CUNY) et plusieurs sociétés du secteur privé, un séminaire portant sur l'utilisation des techniques et réseaux modernes d'information en matière de formulation des politiques gouvernementales. Ce séminaire, financé conjointement par le PNUD et la Digital Corporation, et bénéficiant de l'appui concret d'IBM, d'AT&T, d'University Microfilm International et de Dialog Information Services, Inc., aura lieu à Singapour en septembre 1990.

16. Comme suite au programme de formation en matière de promotion des droits de l'homme et l'établissement de rapports dans ce domaine qu'il avait mis au point et lancé en 1985 à la demande du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, l'Institut a également été amené à élaborer durant la période considérée, en collaboration avec le Centre, un manuel d'établissement des rapports relatifs aux droits de l'homme. Ces travaux, qui ont été achevés avant la fin de 1990, ont été financés par un don à des fins spéciales de la Fondation Ford, qui finance également depuis 1985 les activités de formation de l'Institut en matière de promotion des droits de l'homme et d'établissement de rapports dans ce domaine.

17. A la demande expresse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Institut a élaboré en 1989 des programmes de formation en matière d'établissement et de maintien de la paix. La mise à l'essai, puis la mise en oeuvre de ces programmes nécessitent des dons à des fins spéciales qui n'ont pas encore été réunis.

18. Le programme de travail de l'Institut pour 1990-1991 établi par le Directeur général, que le Conseil d'administration a approuvé à sa vingt-huitième session en avril 1990, comprend, à la demande du Conseil, des projets de formation prévus pour 1988-1989 qui n'avaient pu être exécutés faute de dons à des fins spéciales. Il s'agit notamment de séminaires à l'intention de pays en développement qui portent sur la diplomatie du développement et ses exigences, sur la contribution de la diplomatie à la promotion de la sécurité aux échelons national, régional et international, et sur l'utilisation de l'informatique dans le domaine de la coopération internationale et de la diplomatie multilatérale. L'Institut a également conçu en 1989 d'autres nouveaux projets de formation - à l'utilisation des systèmes d'information électroniques et aux techniques de bureautique par exemple, à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies - ainsi que des séminaires d'information à l'intention des nouveaux membres de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, qui seront organisés en 1990.

19. Outre les cours de formation à l'intention de membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres hauts fonctionnaires, l'Institut a également organisé pour la première fois, du 16 octobre au 17 novembre 1989, un programme de conférences destiné à 135 fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU qui préparaient des examens d'admission à la catégorie supérieure. Ces conférences d'une heure et demie avaient lieu chaque jour à l'heure du repas. Un programme identique est organisé en 1990.

20. A la demande du Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat de l'Organisation, l'Institut a également organisé en 1989 une réunion d'information sur le système des Nations Unies à l'intention d'une délégation de 14 membres du secrétariat de la Ligue des Etats arabes.

21. L'Institut a continué à prêter son concours à l'Occidental College de Los Angeles (Californie) pour la mise au point du programme sur les Nations Unies lancé il y a deux ans. Parrainé et financé par l'Occidental College, ce programme propose deux cours spécialisés - économie politique des organisations internationales et économie politique des institutions internationales - qui ont été suivis par 14 étudiants en 1988, et 10 en 1989. Grâce à un accord avec le Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat, ces cours ont également été offerts gratuitement, en 1989, à quatre fonctionnaires de l'ONU.

#### B. Formation en vue du développement économique et social

22. En 1986, le Directeur général a confié au Bureau européen de l'Institut, situé à Genève, la charge de concevoir et de mettre en oeuvre des projets de formation de l'Institut à grande échelle en vue du développement économique et social, car de nombreuses entités appartenant ou non au système des Nations Unies et avec lesquelles l'Institut doit coopérer dans ce domaine ont leur siège en Europe. Pour sa part, le siège de l'Institut, qui a élaboré des projets de formation relatifs à l'application de l'informatique à l'organisation et à la gestion du développement, ainsi qu'aux techniques "prospectives" à l'intention des spécialistes des ministères de la planification et des autres ministères intéressés, a continué d'élaborer

d'autres projets tout en collectant des fonds pour les projets déjà existants. Les nouveaux projets élaborés en 1989 portaient sur la formation à la planification dans un climat d'incertitude, la formation des formateurs à la gestion portuaire, la formation aux techniques d'endiguement des déversements d'hydrocarbures, qui doit être menée en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation maritime internationale (OMI), organisations avec lesquelles l'Institut a signé à l'été 1989 un mémorandum d'accord dans ce domaine. Comme le financement de ces projets n'est pas encore assuré, on se bornera dans la présente section du rapport, à l'examen des activités entreprises par le Bureau de l'Institut à Genève pour lesquelles les dons à des fins spéciales nécessaires ont été réunis.

23. Dans le domaine de la formation en vue du développement économique et social, le Bureau de l'Institut à Genève a élaboré trois grands programmes : le programme de formation PNUE/UNITAR aux techniques des systèmes d'information géographique dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement, le programme de formation à la gestion de la dette et le programme de formation UNITAR/Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe en matière de planification et d'organisation des opérations de secours en cas de catastrophe.

1. Programme de formation PNUE/UNITAR aux techniques des systèmes d'information géographique dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement

24. Elaboré par l'Institut à la demande du PNUE et financé par le Gouvernement suisse et par le PNUE lui-même, ce programme fonctionne depuis 1986. La formation de base a lieu à Genève et à Lausanne. Les stagiaires suivent pendant six mois, à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, un enseignement qui porte sur les principes fondamentaux de la surveillance de l'environnement et reçoivent une formation pratique à diverses disciplines (ordinateur, statistique, cartographie numérique, télédétection, traitement des images et système d'information géographique). Sous la supervision d'instructeurs venant de la Base de données sur les ressources mondiales (GRID) créée par le PNUE à Genève, les stagiaires apprennent à établir des séries nationales de données en relation avec un projet concret dans leurs pays respectifs. L'objectif immédiat du programme est donc de former un certain nombre de spécialistes originaires des pays en développement aux techniques des systèmes d'information géographique de manière à leur donner accès aux données écologiques informatisées et à mettre leur compétence technique à la disposition des autorités chargées de gérer les ressources naturelles et de protéger l'environnement dans leurs pays respectifs.

Programmes organisés à Lausanne et à Genève

25. Durant la période considérée, trois programmes ont été organisés à Lausanne et à Genève : d'octobre 1988 à la mi-avril 1989, de février à juillet 1989 et d'octobre 1989 à avril 1990. Chaque programme comprenait un cours interrégional de six mois (formation de formateurs) à l'intention de cinq participants. En 1989, l'un d'eux a été consacré à une formation thématique spécifique, le thème choisi étant celui de la gestion et de la protection de l'environnement marin et des zones littorales.

26. Simultanément, une décentralisation du programme de formation a été organisée selon le schéma ci-après :

a) Programme de formation de Nairobi (31 juillet-27 octobre 1989)

27. En 1988, la Société IBM a mis à la disposition du projet PNUE/GRID entre autres choses, 15 ordinateurs (type IBM PS/2) destinés à l'Afrique. Le PNUE et l'Institut ont décidé d'envisager la répartition de ces systèmes dans une optique globale supposant la désignation d'une institution d'accueil, la formation du personnel et une assistance au projet dans les pays concernés. Devant être à l'origine coparrainé par la Banque mondiale et le PNUD, le projet a dû en fin de compte être organisé par le PNUE, l'Institut et le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi. Une demande spéciale a été présentée au Gouvernement suisse pour ce projet pilote. Le PNUE et l'UNITAR ont désigné neuf spécialistes originaires de trois pays (Ghana, Lesotho et Ouganda) et un programme de formation a été mis au point.

28. Deux autres programmes de formation, prévus l'un pour le printemps 1990 (deux stagiaires venant chacun de cinq pays africains francophones) et l'autre pour l'automne 1990 (deux stagiaires venant chacun de cinq pays africains anglophones), se dérouleront à Nairobi.

b) Atelier consacré aux systèmes d'information géographique (Accra, 27-29 novembre)

29. Comme suite au programme de formation organisé en Suisse sous le patronage de l'Institut et du PNUE et afin de mettre en place un réseau mondial de centres de liaison de la Base de données sur les ressources mondiales, aux échelons national et régional, le PNUE et l'Institut ont décidé d'organiser une série d'ateliers afin de sensibiliser les spécialistes et les décideurs de pays en développement à l'utilisation et aux applications possibles des techniques des systèmes d'information géographique. Le premier de ces ateliers, organisé à l'intention des pays anglophones d'Afrique de l'Ouest en général et du Ghana en particulier, s'est tenu à Accra du 27 au 29 novembre 1989 sous les auspices du Conseil de protection de l'environnement du Ghana.

30. Cet atelier a pleinement atteint les objectifs recherchés, à savoir servir de cadre à la présentation des systèmes d'information géographique et des instruments de télédétection aux Ghanéens et à des spécialistes et responsables d'autres pays anglophones d'Afrique de l'Ouest; et permettre de présenter la coopération en matière de formation et de suivi qui s'est instaurée entre le PNUE et l'Institut d'une part, et le Conseil de protection de l'environnement d'autre part, ainsi que les services que le Conseil peut offrir au Ghana même.

31. Il est prévu d'organiser des ateliers analogues. Le premier aura lieu en 1990 dans un pays africain francophone.

c) Préparation de programmes à l'intention de l'Asie et de l'Amérique latine

32. Dans le cadre de la réalisation des objectifs du projet relatif au Système d'information sur l'environnement et les ressources naturelles des montagnes financé par la Banque asiatique de développement, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes a demandé à l'Institut de contribuer à fournir une formation à ses spécialistes et analystes, ainsi qu'aux gestionnaires des ressources naturelles venus de pays participant aux activités du Centre qui s'occupent de planifier la mise en valeur et la protection de l'environnement dans les écosystèmes de montagnes en utilisant la télédétection et les systèmes d'information géographique. Un programme de formation d'une durée de 16 semaines a donc commencé à Bangkok en mai 1990 sous les auspices de l'Institut et du PNUE à l'intention de 12 spécialistes du siège du Centre et de deux pays qui participent à ses activités (Chine et Népal).

33. L'Institut et le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine, dont le siège se trouve à Mexico, ont ouvert des négociations en vue de tenir en Amérique latine et dans les Caraïbes des cours et séminaires analogues au niveau régional ou sous-régional.

34. Tous ces programmes de formation bénéficient de l'appui financier du Directeurat suisse pour la coopération au développement. Des fonds ont également été versés par le Greenland Home Rule (Danemark) en 1989.

2. Programme de formation de l'Institut en matière de gestion de la dette

35. Ce programme a été mis au point définitivement en 1988 à l'issue de la réunion d'experts de haut niveau organisée en 1987 à Genève par l'Institut en coopération avec la CNUCED. Avec l'appui financier du Gouvernement suisse, le programme est entré dans sa phase d'exécution avec la création d'une unité d'appui opérationnel au Bureau européen de l'Institut, à Genève, dont on espère qu'elle facilitera l'échange d'informations sur les problèmes de gestion de la dette.

36. En 1989, des négociations ont eu lieu avec la Banque de développement de l'Afrique de l'Est. Un accord a été réalisé sur le financement ("participation aux coûts") d'un programme dans les trois pays membres (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie), la Banque de développement de l'Afrique de l'Est prenant à sa charge les dépenses locales et l'Institut, les dépenses internationales. Un accord a également été réalisé sur l'organisation de deux séminaires durant les premières semaines de 1990 : un séminaire d'initiation à l'intention de hauts fonctionnaires de la République-Unie de Tanzanie (Dar es-Salaam, 14-15 janvier 1990) et de l'Ouganda (Kampala, 17-20 janvier 1990) et un séminaire de formation aux aspects juridiques de la gestion de la dette (Nairobi, 19 février-2 mars 1990). Ces séminaires ont connu un plein succès.

**3. Programme UNITAR/Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe de formation à la planification et à l'organisation des opérations de secours en cas de catastrophe**

37. En 1989, l'Institut a achevé les préparatifs d'un programme de formation à la planification et à l'organisation des opérations de secours en cas de catastrophe à l'intention des pays africains, en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. L'Afrique est en effet la région en développement où le besoin de ce programme se fait le plus sentir. Dans une première phase, la mise en oeuvre du programme est axée sur les pays sahéliens. Les grandes lignes de ce programme ont été arrêtées au cours d'une réunion d'experts de haut niveau organisée par l'Institut, qui s'est tenue à Genève du 12 au 14 septembre 1989. L'Institut a élaboré un programme en deux parties : d'une part, sensibiliser les hauts responsables et faire l'inventaire des services nationaux de secours pour en faire ressortir l'absolue nécessité; et d'autre part, former des administrateurs de services de secours.

38. Le programme convenu comporte la création au Bureau européen de l'Institut d'un groupe d'appui à la formation, ainsi que le lancement de trois types d'activités de formation : celles mentionnées au paragraphe précédent ainsi que des activités de formation à la planification dans un climat d'incertitude.

39. Le programme a été présenté à des donateurs potentiels. Il devrait démarrer en 1990 et être axé dans sa deuxième phase, sur les pays d'Afrique australe et les autres pays d'Afrique frappés par la sécheresse.

## CHAPITRE II

### EXECUTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE

40. Aux termes de son statut, l'UNITAR doit effectuer "des recherches et des études concernant les attributions et les objectifs des Nations Unies" dans le but d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Au cours de la période considérée les recherches effectuées ont porté sur : a) les Nations Unies; b) l'énergie et les ressources naturelles; c) l'avenir des principales régions de développement du monde. De plus, des recherches liées aux activités de formation ont été entreprises, notamment par le bureau de l'UNITAR à Genève.

41. Les activités de recherche comprennent la publication d'ouvrages, de monographies et de brochures ainsi que l'organisation de séminaires de recherche et de conférences.

42. Pour tenir compte des dispositions de la résolution 42/197 de l'Assemblée générale, toutes les activités de recherche entreprises par l'Institut au cours de la période considérée ont été financées par des dons à des fins spéciales. Un certain nombre d'associés principaux à plein temps désignés par le Secrétaire général, ont participé à ces travaux.

#### A. Recherche sur les Nations Unies

43. Au cours de la période considérée, les projets de recherche suivants ont été exécutés :

##### Histoire économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies

44. L'objectif du projet est d'examiner la manière dont l'Organisation des Nations Unies a traité les questions économiques et sociales au fil des ans et d'en tirer des leçons. Dirigé par un associé principal à plein temps désigné par le Secrétaire général, ce projet sur l'histoire économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies a présenté son premier ouvrage intitulé L'ONU et les entreprises internationales 2/ qui a été publié et mis en vente au début de 1990. Ce projet a bénéficié d'un don à des fins spéciales du Gouvernement japonais. On étudie actuellement l'histoire de la préparation et de la mise en oeuvre des décennies successives des Nations Unies pour le développement et des stratégies internationales du développement. En vue des débats que doit tenir l'Assemblée générale sur le lancement de la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Institut a également procédé à une brève évaluation des précédentes décennies et stratégies internationales du développement et en a porté les résultats à l'attention du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale.

##### Recherche sur l'avenir des Nations Unies

45. L'UNITAR a organisé, du 5 au 9 septembre 1988 à Moscou, en collaboration avec l'Association de l'Union soviétique pour les Nations Unies, une table ronde internationale sur l'avenir des Nations Unies dans un monde interdépendant à laquelle ont participé une centaine d'hommes politiques, de diplomates, d'universitaires, de directeurs d'instituts de recherche, de chefs d'organisations non gouvernementales, de journalistes et de fonctionnaires internationaux. Le Directeur général de l'UNITAR, en sa qualité de président

de la table ronde, a publié le 6 octobre 1988 un rapport qui a été remis à tous les gouvernements par l'intermédiaire de leurs missions auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. A la fin de 1989, l'UNITAR a publié et mis en vente un ouvrage contenant les documents de base qui avaient été préparés pour la table ronde ainsi que le rapport du Président et les déclarations faites lors de l'ouverture de la table ronde.

46. Le Conseil d'administration de l'Institut a approuvé, lors de sa vingt-huitième session, tenue en avril 1990, l'organisation en 1991 d'une nouvelle table ronde internationale sur le thème "Les Nations Unies dans les années 90 : défis et possibilités". Le Directeur général de l'UNITAR examine la possibilité de tenir cette seconde table ronde internationale en Union soviétique, en utilisant le compte en roubles de l'Institut.

#### Recherche sur la fonction publique internationale

47. Suite à la publication, en 1986, de son étude sur la Commission de la fonction publique internationale, l'Institut a lancé une autre étude axée sur les problèmes auxquels celle-ci est confrontée. L'étude présentera les résultats de tous les travaux menés par l'UNITAR sur le sujet. Un associé principal à plein temps, désigné par le Secrétaire général et rattaché au Bureau européen de l'UNITAR à Genève, est chargé de ce projet dont les conclusions seront publiées en 1991.

#### Evolution du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte d'un système international en mutation

48. En 1989, le Directeur général a signé avec le Council on Foreign Relations de New York un accord relatif à un don à des fins spéciales assurant la collaboration de l'Institut à une étude intitulée "L'évolution du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte d'un système international en mutation". Ce projet sera exécuté par un directeur spécial de recherche de l'Institut qui a été membre et chargé de recherche invité de ce conseil. Les travaux devraient se poursuivre jusqu'en 1991.

#### Une nouvelle conception de la limitation des armements et du désarmement : responsabilité internationale pour les politiques de défense nationale

49. Un associé principal à plein temps de l'UNITAR, désigné par le Secrétaire général de l'Organisation est chargé de ce projet, initialement financé par la McArthur Foundation, qui a débuté en 1989 et sera vraisemblablement terminé en 1991.

#### Influence de la Charte des Nations Unies sur les constitutions des pays en développement

50. En 1989, dans le cadre des préparatifs pour l'indépendance de la Namibie, l'UNITAR a lancé une étude sur l'influence de la Charte des Nations Unies sur les constitutions des Etats Membres, afin d'établir dans quelle mesure les diverses constitutions nationales adoptées après la seconde guerre mondiale s'étaient inspirées de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les résultats et les conclusions préliminaires de ce projet de recherche ont été communiqués au Secrétaire général de l'Organisation pour être utilisés, le cas échéant, en Namibie. Ce projet devrait être terminé en 1991.



## Leçons à tirer de l'action de l'Organisation des Nations Unies pendant la crise de l'énergie des années 70

51. Ce projet, effectué par un directeur de recherche à plein temps de l'UNITAR désigné par le Secrétaire général de l'Organisation, a progressé de façon très satisfaisante et a non seulement permis de réunir les données statistiques nécessaires mais également d'analyser les besoins en énergie dans plus de 100 pays. Il semble que deux années supplémentaires de travail soient nécessaires pour le mener à bien.

## Etude des projets de recherche entrepris par les institutions européennes sur le système des Nations Unies

52. Le Bureau européen de l'UNITAR a achevé en 1989 une étude qui conduira à la publication d'un annuaire pratique des projets de recherche en cours, dans les institutions européennes, sur le système des Nations Unies, sa structure internationale et ses activités. On a répertorié quelque 337 projets de recherche, terminés au cours des trois dernières années ou en cours, dans plus de 140 institutions ayant leur siège dans 26 pays européens. L'annuaire est en cours d'impression et devrait être disponible avant la fin de 1990.

## Etude sur le système des Nations Unies à Genève

53. La place importante qu'occupe Genève dans le domaine de la diplomatie multilatérale au sein de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la multiplicité et la diversité des institutions qui interviennent, ont incité l'UNITAR à élaborer un document complet et pratique à la fois sur les rouages du système des Nations Unies à Genève. Ce document, qui paraîtra sous forme de guide, rassemble des informations de base auxquelles les membres des missions permanentes pourront utilement et facilement se reporter dans l'accomplissement de leur tâche. La collecte, la compilation et la vérification de toutes les entrées ont été achevées en décembre 1989. L'édition du manuscrit est entrée dans sa phase finale et le document intitulé "Les organismes des Nations Unies à Genève - Portée et pratiques de la diplomatie et de la coopération multilatérales", devrait être publié avant la fin de 1990. Le financement du projet a été assuré par le Département fédéral des affaires étrangères de Suisse et par les Services du Protocole de l'Etat de Genève.

## B. Recherche sur l'énergie et les ressources naturelles

54. Les activités de recherche de l'UNITAR sur l'énergie et les ressources naturelles sont menées dans deux centres : le Centre UNITAR/PNUD d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques dont le siège est à New York et le Centre UNITAR/PNUD pour la mise en valeur des petites ressources énergétiques dont le siège est à Rome (Italie).

## Activités du Centre UNITAR/PNUD d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques

55. Au cours de la période considérée, le Centre UNITAR/PNUD a organisé avec succès la quatrième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques à Edmonton, dans la province d'Alberta (Canada) du 7 au 12 août 1988. La Conférence a rassemblé 666 experts venus de tous les coins du monde et appartenant à 37 pays développés ou en développement. La

Conférence a examiné quelque 240 documents techniques dont les conclusions ont fait l'objet d'une publication mise en vente en 1989. Les Actes de la troisième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques, tenue en 1986 à Long Beach (Californie), ont été également publiés au cours de la période examinée.

56. En 1989, le Centre a engagé un nouveau directeur et un nouveau directeur adjoint. A la demande de l'Administrateur du PNUD et du Directeur général de l'UNITAR, codirecteurs du Centre, deux consultants indépendants ont été chargés d'évaluer l'entité. Les évaluateurs ont recommandé, entre autres, aux codirecteurs de rechercher les moyens permettant d'accroître la participation du secteur privé et du système des Nations Unies aux activités du Centre. En conséquence, le Conseil consultatif du Centre, qui comprend des représentants des compagnies pétrolières et du système des Nations Unies s'est vu confier des responsabilités accrues dans le fonctionnement du Centre.

57. Le Centre a commencé en 1989 les préparatifs pour la tenue de la cinquième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques qui aura lieu à Caracas (Venezuela) du 17 au 22 février 1991. Le thème de la conférence - transfert de technologie vers les pays en développement - répond aux recommandations faites par les évaluateurs du Centre.

58. Au cours de la période considérée, le Centre a continué à publier sa lettre d'information trimestrielle, The Heavy Oiler. Certaines modifications ont été apportées à ce périodique qui fait maintenant appel pour ses éditoriaux à des spécialistes appartenant au gouvernement, à l'industrie, au milieu universitaire, qui commentent les événements actuels et leurs incidences sur l'exploitation des pétroles bruts lourds et des sables asphaltiques dans l'avenir.

#### Activités du Centre UNITAR/PNUD pour la mise en valeur des ressources énergétiques à petite échelle

59. Au cours de la période considérée, le Centre UNITAR/PNUD pour la mise en valeur des ressources énergétiques à petite échelle a organisé un certain nombre d'activités intéressantes mais a dû en réduire quelque peu le volume en raison des contraintes financières qu'il a connues au cours des derniers mois.

60. En étroite coopération avec le Massachusetts Photovoltaic Center et l'Université de Lowell et avec l'aide financière du PNUD, du Département de l'énergie des Etats-Unis et de l'industrie photovoltaïque privée, l'Institut a organisé à Boston (Massachusetts) du 11 au 13 juillet 1988 une réunion de promotion de la technique photovoltaïque à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à laquelle ont participé 20 responsables de haut niveau et ingénieurs d'étude originaires des 14 pays suivants : Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, îles Turques et Caïques, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Suriname. L'atelier était axé sur les applications des systèmes photovoltaïques permettant d'assurer l'essentiel des besoins en énergie des communautés rurales, et a permis notamment aux participants de ces 14 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'établir des contacts précieux avec les représentants des industries photovoltaïques de pointe des Etats-Unis.

61. En 1989, un expert indépendant a procédé à l'évaluation du Centre et a conclu qu'il convenait de le doter de plus larges ressources financières afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs. Le but principal du Centre est de recueillir, de répertorier et de diffuser aux pays en développement des données sur les techniques fiables de mise en valeur et d'utilisation rationnelles des ressources énergétiques locales afin de satisfaire les besoins des populations rurales de ces régions. Cet objectif est particulièrement important vu les conséquences pour l'environnement de la déforestation résultant de l'utilisation excessive du bois de chauffage comme source principale d'énergie dans bien des pays en développement.

62. Le Centre a connu de graves problèmes de financement en 1989 et 1990 et a dû réduire les activités envisagées. Par suite, il n'a publié en 1989 qu'un seul numéro (sur quatre) du bulletin d'information qui joue un rôle déterminant dans la diffusion d'informations techniques. Ce numéro était consacré à la conservation de l'énergie. Il a toutefois été possible d'établir trois autres numéros qui sont en cours de publication : l'un traite de la houille blanche, l'autre des nouveaux projets et de leur financement, et le dernier, à nouveau de la conservation de l'énergie.

63. Le Centre a poursuivi son programme d'activités de recherche dans les domaines de l'énergie géothermique et photovoltaïque, en préparant plusieurs manuels, et dans les domaines de la conservation de l'énergie, de la biomasse, de la production d'électricité et des petites ressources énergétiques pour les zones rurales d'Afrique

#### C. Recherche sur l'avenir des grandes régions en développement

64. Depuis qu'il a organisé en septembre 1986 à Caracas (Venezuela) une conférence internationale sur l'avenir de l'Amérique latine, l'Institut a entrepris des recherches sur l'avenir de la région grâce au réseau de spécialistes et d'instituts de recherche existant dans les divers pays de la région.

65. Au cours de la période considérée, les activités suivantes ont été entreprises dans le cadre du projet sur l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes.

#### Argentine

66. Une table ronde sur l'Argentine en l'an 2000 s'est tenue le 16 décembre 1988 à Buenos Aires, sous les auspices de l'UNITAR et de FLACSO (Buenos Aires). Le but en était d'analyser la crise qui sévit actuellement dans le pays et d'élaborer différents plans d'action possibles. Au total neuf documents ont été réunies dans un livre intitulé Argentina Towards the Year 2000: Challenges and Options, (L'Argentine d'ici l'an 2000 : Défis et choix), publié en août 1989.

#### Bolivie

67. Après plusieurs réunions organisées en 1988 sous les auspices de l'ILDIS La Paz (Fondation Friedrich Ebert), avec la participation de l'UNITAR, un ouvrage contenant 11 documents de travail a été publié en août 1989 et présenté lors d'une réunion à La Paz en septembre 1989.

## Mexique

68. En étroite collaboration avec l'Universidad Nacional Autónoma (UNAM), le Collegio de Mexico et le CIDE, un séminaire sur le Mexique en l'an 2000 s'est tenu à Mexico du 20 au 23 février 1989. Le but en était d'établir un dialogue entre divers spécialistes des sciences sociales sur l'avenir du pays dans le domaine économique et social ainsi que dans celui du développement démocratique, de l'environnement, de la population, etc. Soixante-deux experts ont étudié 14 documents au total. Un ouvrage intitulé Mexico by the year 2000 a été publié conjointement par l'UNITAR, la société d'édition Nueva Sociedad (Fondation Friedrich Ebert) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), et est distribué dans la région.

## Uruguay

69. En coopération avec la FESUR (Fondation Friedrich Ebert en Uruguay), l'UNITAR a organisé un séminaire intitulé "Uruguay d'ici l'an 2000 : perspectives, problèmes et solutions", qui s'est tenu du 21 au 22 avril 1989 à Piriapolis (Uruguay). La réunion avait pour objectif d'examiner 12 études préparées dans le cadre du projet de la FESUR "Uruguay 2000" et une étude de l'UNITAR sur l'analyse prospective en Amérique latine. Trente-deux experts, comprenant des représentants du secteur privé, des médias, des milieux universitaires ainsi que des fonctionnaires gouvernementaux ont assisté à cette réunion. Huit de ces études ont été réunies dans un ouvrage en cours de publication.

70. Il convient également de noter qu'en 1989 des activités intéressantes de l'Amérique centrale ont été entreprises dans le cadre du projet sur l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes. Un séminaire sur "L'Amérique centrale en l'an 2000" a été organisé conjointement par l'UNITAR et FLASCO (Département d'étude des sciences sociales en Amérique latine) et parrainé par le FNUAP, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et le Centre latino-américain de démographie (CELADE). Ce séminaire s'est déroulé à Guatemala du 7 au 10 novembre 1989 avec la participation de représentants du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama. Au total 90 experts ont assisté à cette réunion au cours de laquelle 14 documents ont été étudiés. Ces documents ont été par la suite incorporés dans un ouvrage intitulé Central America by the Year 2000: Challenges and Opinions (L'Amérique centrale d'ici l'an 2000 : Défis et opinions), qui a été produit et distribué dans la région. Les participants ont eu un échange de vues sur l'adoption d'une approche intégrée du développement de la région qui prendrait en considération la taille de la population et les aspects environnementaux en sus d'autres variables économiques et sociales. La préparation et l'organisation du séminaire ont été financées par une contribution du FNUAP.

71. Le directeur du projet, associé principal à plein temps de l'UNITAR désigné par le Secrétaire général, a présenté sa démission à la fin de juin 1990, son gouvernement lui ayant confié des responsabilités politiques. De ce fait, le projet, qui était relativement peu onéreux car son directeur avait été mis à la disposition de l'UNITAR pour un coût nominal, pourrait se trouver compromis à moins que des ressources substantielles sous forme de dons à des fins spéciales puissent être mobilisées pour sa poursuite.

## CHAPITRE III

### QUESTIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT

72. Au cours de la période considérée, la situation financière toujours critique, qui tient à la baisse des contributions des Etats Membres au Fonds général (budget de l'UNITAR), est restée le principal problème relatif au fonctionnement de l'Institut. Alors qu'au titre du budget de l'UNITAR de 1988, les contributions des gouvernements en monnaies convertibles avaient atteint 851 013 dollars des Etats-Unis, celles annoncées pour 1989 se sont chiffrées à 708 203 dollars seulement et, au 30 juin 1990, les contributions annoncées pour 1990 ne s'élevaient qu'à 344 645 dollars des Etats-Unis, soit la moitié de ce qu'elles étaient l'année précédente. On espère, cependant, que les contributions volontaires des gouvernements au Fonds général de l'UNITAR pourront, à la fin de 1990, se stabiliser au niveau de l'année précédente. Comme les dépenses annuelles prévues sont deux fois plus élevées, il reste un important déficit à combler par d'autres moyens.

73. Cette situation ne se retrouve pas s'agissant des ressources extrabudgétaires de l'Institut, c'est-à-dire des "dons à des fins spéciales". Pendant la période considérée, ceux-ci se sont montés à 3 163 188 dollars en 1988, à 2 992 590 dollars en 1989 et, au 31 mai 1990, avaient déjà atteint 2 750 328 dollars. On estime qu'en 1990, leur montant devrait dépasser notablement celui de l'an dernier.

74. L'UNITAR se trouve devant un dilemme : d'une part, le Fonds général sert à financer l'administration de l'Institut, ainsi que les programmes de formation profitant à tous les gouvernements - formation à la coopération internationale et à la diplomatie multilatérale - d'autre part, les dons à des fins spéciales sont essentiellement réservés à des activités de formation et de recherche destinées aux pays en développement, en particulier dans le domaine du développement socio-économique. L'Institut a besoin de disposer pour le Fonds général d'un budget raisonnable qui lui permette de poursuivre les activités qui intéressent tous les gouvernements. Malgré leur volume, les ressources résultant des dons à des fins spéciales ne peuvent à elles seules garantir la survie de l'UNITAR.

75. Les conséquences de ce dilemme sont multiples. On en trouvera une illustration aux paragraphes 44 et 45 du rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989 3/. Le Comité des commissaires aux comptes relevait que, par rapport à 1981, l'UNITAR avait réduit ses effectifs de 79 %. Les effectifs administratifs ont donc subi une constante érosion, et l'appui aux programmes dans les domaines de la gestion, de la coordination, des relations extérieures et la coopération interorganisations gagnerait à être renforcé.

76. Il y a lieu de rappeler que la contraction des ressources inscrites au Fonds général a amené l'Assemblée générale, à sa quarante-deuxième session, à procéder à une nouvelle restructuration de l'Institut, à consentir à la vente de l'immeuble du siège de l'Institut dans le but de créer un fonds de réserve, et à décider que "les intérêts produits par le fonds de réserve serviront à financer les crédits budgétaires annuels de l'Institut" (résolution 42/197 de l'Assemblée générale). Dans sa résolution 44/175 du 19 décembre 1989,

l'Assemblée générale, notant avec préoccupation que l'Institut ne bénéficiait toujours pas de l'appui d'un nombre suffisant de pays donateurs, pria instamment le Secrétaire général de procéder rapidement à la vente de l'immeuble du siège de l'Institut et de lui présenter un rapport à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil d'administration de l'Institut, sur la question du financement à long terme de l'Institut. Le Conseil d'administration de l'Institut, à sa session ordinaire d'avril 1990, a décidé d'examiner les questions de financement à long terme, notamment celle de la contribution des Etats Membres au Fonds général, au cours d'une session extraordinaire qui se tiendrait du 10 au 12 septembre 1990 à New York.

77. En raison de diverses complications juridiques, l'achat du terrain sur lequel se trouve situé l'immeuble de l'UNITAR n'a été mené à son terme que le 22 septembre 1989. Le 25 septembre 1989, le Bureau des services généraux du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a envoyé à toutes les missions permanentes une note les invitant à indiquer si elles seraient éventuellement intéressées par l'achat de l'immeuble. Les missions permanentes de 11 pays ont répondu à cette invitation et indiqué qu'elles souhaitaient faire une offre. Les documents nécessaires à cet effet ont alors été envoyés à ces missions, la date limite pour la réception des offres étant le 31 janvier 1990. Mais cette première phase du processus de vente n'a malheureusement donné aucun résultat, aucun des gouvernements n'ayant soumis d'offre. Le Secrétariat est alors passé à la seconde phase recommandée par le Comité interdépartemental de l'immeuble du siège de l'UNITAR, à savoir l'ouverture de l'appel à soumission à tous. Le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies prescrivent que la vente doit être faite par adjudication ou sur appel d'offres, c'est-à-dire que les appels à soumission doivent faire l'objet d'une publicité aussi large que possible. Des annonces à cet effet ont paru dans trois journaux de New York. Dans le même temps, une note verbale a été envoyée à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York pour appeler leur attention sur cet appel à soumission en leur demandant de le faire connaître dans leur pays à toutes les parties intéressées. Les plis renfermant les soumissions ont été ouverts en public le 19 juin 1990. Quatre offres ont été reçues, mais elles ont été rejetées par l'ONU qui les considérait comme trop faibles étant donné la valeur estimative du bâtiment. Dans son rapport sur l'UNITAR à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a apporté des informations additionnelles sur les faits relatifs à la vente de l'immeuble (voir A/45/634).

78. Il y a également lieu de noter qu'en application des résolutions 43/201 et 44/174 de l'Assemblée générale, les propositions budgétaires du Directeur général de l'Institut que le Conseil d'administration de l'Institut doit examiner ont été communiquées en 1989 et en 1990, pour examen et observations, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, avant leur adoption par le Conseil d'administration.

79. Le Directeur général a la satisfaction de faire savoir qu'au 30 janvier 1990, l'UNITAR a obtenu le statut d'agent d'exécution du PNUD. Cette mesure avait été recommandée par le Comité des commissaires aux comptes, ces dernières années, afin d'éliminer le préfinancement partiel, par l'Institut, de projets financés par le PNUD et exécutés par l'Institut; cette mesure avait été autorisée par l'Assemblée générale dans sa résolution.

80. Pendant la période de restructuration, un des problèmes persistants avait été les affaires contentieuses concernant d'anciens titulaires de "lettres d'agrément"; ce problème est désormais résolu. On se souviendra que l'Institut avait émis, jusqu'en 1982, des "lettres d'agrément" défectueuses sur le plan juridique. Plusieurs anciens détenteurs de ces lettres avaient demandé à bénéficier de prestations de retraite, qui leur avaient été refusées. Le Tribunal administratif des Nations Unies a confirmé la validité de leur demande et a donné pour instruction à l'Institut de faire à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies les paiements contestés.

81. Un autre ensemble de différends résultait de l'attribution de promotions par l'ancien Directeur général de l'Institut à la veille de sa retraite, sans l'accord du Comité des nominations et des promotions de l'Institut, ce qui avait conduit le présent Directeur général à suspendre ces promotions tant que leur légalité n'aurait pas été confirmée. Celle-ci ayant été établie, l'Institut a dû donner effet rétroactivement aux promotions décidées. Le Directeur général indique avec satisfaction qu'il n'y a plus d'affaires en litige.

82. En 1989, dans le domaine des publications, les activités de l'UNITAR ont connu une amélioration décisive. Grâce à du personnel prêté par l'Organisation des Nations Unies, l'Institut a pu améliorer l'organisation de ses publications. En outre, comme on l'a déjà indiqué au paragraphe 4, avec l'accord du Conseil d'administration, l'Institut a lancé en 1989 le "Bulletin d'information de l'UNITAR", publié par ses soins, en anglais et en français, et distribué à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève ainsi qu'à tous les organismes des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales, aux organisations non gouvernementales et aux instituts de recherche et de formation. Cette publication a également été envoyée aux directeurs des centres d'information des Nations Unies et à tous les représentants résidents du PNUD, pour diffusion auprès des administrations et organismes du pays d'accueil. La liste d'adresses compte environ 8 000 destinataires. Cette publication a reçu un accueil très favorable. Le premier numéro de l'année 1990 a été publié en juin/juillet. Le second prendra la forme d'un numéro spécial, qui paraîtra en septembre, intitulé UNITAR : 25 années de formation et de recherche au service de l'Organisation des Nations Unies 1; le troisième numéro étant prévu pour novembre/décembre.

83. Plusieurs ouvrages ont été publiés sous les auspices de l'Institut pendant la période examinée. On trouvera à l'annexe IV une liste à jour de ces publications. Les ventes augmentent, grâce aux efforts de l'Institut et à un nouvel accord conclu avec le Département des services de conférence de l'Organisation des Nations Unies.

84. A la lumière de ce bref résumé des activités entreprises par l'Institut depuis juillet 1988, il est évident qu'en dépit d'une forte réduction des effectifs financés par ses ressources budgétaires, l'Institut reste capable de concevoir et d'exécuter un programme de qualité pour l'Organisation comme pour les Etats Membres. Le programme de formation approuvé par le Conseil d'administration pour la période 1988-1989 a été accueilli avec intérêt par les gouvernements bénéficiaires et le programme de l'exercice biennal 1990-1991 a été préparé en étroite consultation avec eux. Le montant des dons à des fins spéciales, venant à l'appui du programme, augmente chaque année. En 1990, le maire d'Atlanta et le Gouverneur de l'Etat de Géorgie ont invité

l'Institut à établir à Atlanta, selon les conceptions les plus modernes, un centre de l'UNITAR de formation à la coopération internationale et au développement socio-économique, l'offre étant faite sans conditions et sans que cela n'entraîne des frais pour l'Institut, étant donné que le fonctionnement et les activités en seraient financés par un fonds de dotation qui serait créé avec la coopération du secteur privé. Cette offre sera examinée par le Conseil d'administration de l'UNITAR à sa session extraordinaire de septembre 1990. Si elle est acceptée, elle ne pourra que renforcer la capacité d'action de l'Institut. Ce qu'il faut donc désormais, c'est garantir à l'Institut des ressources budgétaires suffisantes afin d'éliminer l'incertitude qui l'empêche de planifier et d'exécuter des activités de programme à long terme.

#### Notes

1/ UNITAR : numéro de vente F.90.III.K. DS/9.

2/ UNITAR : numéro de vente F.89.III.K. ST/28.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 5D (A/45/4/Add.4), sect. II.



## ANNEXE I

### Liste des activités de formation - 1er juillet 1988-30 juin 1990

#### A. FORMATION A LA COOPERATION INTERNATIONALE ET A LA DIPLOMATIE MULTILATERALE

1. Atelier sur la rédaction et la négociation des instruments juridiques internationaux à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 27 juin-2 juillet 1988).
2. Programme de bourses ONU/UNITAR de droit international à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux des pays en développement (La Haye, 4 juillet-12 août 1988 et autres lieux, 15 août-4 novembre 1988).
3. Séminaire d'information à l'intention des nouveaux représentants à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale (New York, 15-16 septembre 1988).
4. Séminaire sur l'économie internationale à l'intention des membres non spécialistes des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 2 octobre-15 novembre 1988).
5. Séminaire sur l'organisation, les questions et les techniques des négociations économiques multilatérales à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 31 octobre- 4 novembre 1988).
6. Stage régional de formation et de recyclage en droit international à l'intention des conseillers juridiques gouvernementaux et des professeurs d'université originaires d'Amérique latine et des Caraïbes (Brazilia, 21 novembre-1er décembre 1988).
7. Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (New York, 5-9 décembre 1988).
8. Visites d'étude du fonctionnement d'organisations internationales [Organisation internationale du Travail et Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (19-20 décembre 1988)].
9. Cours d'orientation portant sur le Conseil de sécurité à l'intention de fonctionnaires du Gouvernement malaisien (New York, 16-20 janvier 1989).
10. Cours d'initiation à l'économie internationale à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 18-31 janvier 1989).
11. Cours d'orientation à l'intention de fonctionnaires ivoiriens sur le financement du développement par l'intermédiaire du système des Nations Unies (New York/Washington, 23 janvier-3 février 1989).

12. Cours d'orientation à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 27 février-3 mars 1989).
13. Cours d'orientation à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 20-22 mars 1989).
14. Cours d'économie internationale à l'intention des membres non spécialistes des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (en français) (Genève, 3-7 avril 1989).
15. Séminaire conjoint UNITAR/Banque mondiale sur les questions relatives au développement international à l'intention des membres de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York/Washington, 10-21 avril 1989).
16. Séminaire sur la structure et le fonctionnement des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (Genève, 25-28 avril 1989).
17. Stage de formation UNITAR/Institut international d'administration publique à la pratique diplomatique et la coopération internationale à l'intention de jeunes diplomates des pays francophones d'Afrique (Paris/Genève/Bruxelles, 10 avril-27 mai 1989).
18. Programme et séminaire de droit international (Genève, 12 juin-1er juillet 1989).
19. Programme de bourses ONU/UNITAR de droit international à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux des pays en développement (La Haye, 3 juillet-11 août 1989).
20. Cours d'économie internationale à l'intention des membres non spécialistes des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (en anglais) (Genève, 4-8 septembre 1989).
21. Atelier sur la rédaction et la négociation des instruments juridiques internationaux à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 5-8 septembre 1989).
22. Réunions d'information à l'intention des nouveaux représentants à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale (New York, 14-15 septembre 1989).
23. Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 23-25 octobre 1989).
24. Atelier sur les négociations économiques internationales à l'intention des membres de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 30 octobre-3 novembre 1989).

25. Cours de formation sur les pratiques et procédures des organes de l'Organisation des Nations Unies ayant leur siège à Genève à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 27 octobre-1er décembre 1989).
26. Séminaire sur l'économie internationale à l'intention de non-spécialistes (Genève, 6-10 novembre 1989).
27. Cours d'orientation portant sur le Conseil de sécurité à l'intention des membres du Conseil (New York, 4-8 décembre 1989).
28. Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (en anglais) (New York, 11-15 décembre 1989).
29. Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (en français) (New York, 12-16 février 1990).
30. Cours d'orientation à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 26 février-2 mars 1990).
31. Concepts de base en matière d'économie internationale à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 5-16 mars 1990).
32. Séminaire conjoint UNITAR/Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) sur les questions relatives au développement international à l'intention des membres de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 9-23 mars 1990).
33. Journée d'étude UNITAR/CNUCED/CERDI sur les fondements analytiques de la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés (Genève, 23 mars 1990).
34. Introduction à l'économie internationale à l'intention des diplomates (Genève, 7-10 mai 1990).
35. Symposium de haute technicité sur les systèmes de communication à base d'ordinateurs des années 90 (New York, 30-31 mai 1990).
36. Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (en anglais) (New York, 4-8 juin 1990).
37. Atelier sur la négociation des instruments juridiques internationaux à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 5-8 juin 1990).
38. Séminaire sur le droit international (Genève, 4-22 juin 1990).

## B. FORMATION DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. Phase préparatoire du programme de formation UNITAR/CNUCED à l'intention des gestionnaires de la dette des pays africains de la région subsaharienne et d'autres pays moins avancés (Genève, septembre-décembre 1988).
2. Stage de formation UNITAR/Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) aux techniques des systèmes d'information géographique dans le domaine de l'environnement à l'intention des responsables des pays en développement (Genève/Lausanne, octobre 1988-avril 1989 et février-juillet 1989).
3. Phase préparatoire du programme de formation UNITAR/Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe à l'intention des responsables des secours en cas de catastrophe (Genève et pays d'Afrique subsaharienne, novembre-décembre 1988).
4. Programme de formation UNITAR/PNUE aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des responsables de la mise en valeur des ressources naturelles et de la protection de l'environnement des pays en développement (Genève/Lausanne, 3 janvier-1er mai 1989).
5. Programme de formation UNITAR/PNUE aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des responsables de la mise en valeur des ressources naturelles et de la protection de l'environnement des pays en développement (Genève/Lausanne, 15 février-31 juillet 1989).
6. Programme pilote régional aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des responsables de la mise en valeur des ressources naturelles et de la protection de l'environnement de la région d'Afrique (Nairobi, 1er août-30 octobre 1989).
7. Réunion d'experts de haut niveau sur l'établissement d'un programme de formation dans le domaine de la planification préalable des catastrophes et des secours en cas de catastrophe (Genève, 12-14 septembre 1989).
8. Atelier EPC/PNUE/UNITAR sur les techniques des systèmes d'information géographique (Accra, 27-29 novembre 1989).
9. Programme de formation UNITAR/PNUE aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des responsables de la mise en valeur des ressources naturelles et de la protection de l'environnement des pays en développement (Genève/Lausanne, 30 octobre 1989-28 avril 1990).
10. Séminaire national de sensibilisation aux questions de gestion de la dette extérieure à l'intention de hauts fonctionnaires gouvernementaux (Dar es-Salaam, 14-17 janvier 1990).
11. Séminaire national de sensibilisation aux questions de la gestion de la dette extérieure à l'intention de hauts fonctionnaires gouvernementaux (Kampala, 17-20 janvier 1990).

12. Séminaire sur les aspects juridiques de la gestion de la dette à l'intention de juristes des Etats membres de la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (Nairobi, 19 février-2 mars 1990).
13. Programme de formation aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des experts scientifiques du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) et de la région de l'Hindou Kouch (Bangkok, 30 avril-4 août 1990).
14. Programme de formation aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des spécialistes des pays africains francophones (Nairobi, 4 juin-31 août 1990).

ANNEXE II

A. Statistiques concernant les activités de formation  
pour la période allant du 1er juillet 1988 au  
30 juin 1990

|                                      | Situation<br>au 30/6/88 | Nombre de<br>personnes<br>formées<br>depuis | A New York | A Genève | Total au<br>30/6/90 |
|--------------------------------------|-------------------------|---|------------|----------|---------------------|
| Afghanistan                          | 43                      | 5   | 4          | 1        | 48                  |
| Afrique du Sud                       | 3                       | 3   | 3          | -        | 6                   |
| Albanie                              | 7                       | -   | -          | -        | 7                   |
| Algérie                              | 50                      | 13  | 5          | 8        | 63                  |
| Allemagne, République<br>fédérale d' | 165                     | 22  | 15         | 7        | 187                 |
| Angola                               | 11                      | 6   | 6          | -        | 17                  |
| Antigua-et-Barbuda                   | 5                       | 3   | 2          | 1        | 8                   |
| Antilles néerlandaises               | 2                       | -   | -          | -        | 2                   |
| Arabie saoudite                      | 119                     | 1   | 1          | -        | 120                 |
| Argentine                            | 97                      | 11  | 5          | 6        | 108                 |
| Australie                            | 40                      | 2   | 1          | 1        | 42                  |
| Autriche                             | 51                      | 3   | 3          | -        | 54                  |
| Bahamas                              | 46                      | 14  | 14         | -        | 60                  |
| Bahreïn                              | 90                      | 7   | 5          | 2        | 97                  |
| Bangladesh                           | 61                      | 4   | 2          | 2        | 65                  |
| Barbade                              | 62                      | 6   | 6          | -        | 68                  |
| Belgique                             | 44                      | 10  | 8          | 2        | 54                  |
| Belize                               | 4                       | 4   | 2          | 2        | 8                   |
| Bénin                                | 65                      | 5   | 3          | 5        | 70                  |
| Bhoutan                              | 77                      | 6   | 2          | 4        | 83                  |
| Bolivie                              | 44                      | 5   | 3          | 2        | 49                  |
| Botswana                             | 45                      | 3   | 3          | -        | 48                  |
| Brésil                               | 53                      | 16  | 14         | 2        | 69                  |
| Brunéi Darussalam                    | 13                      | 9   | 9          | -        | 22                  |
| Bulgarie                             | 64                      | 8   | 6          | 2        | 72                  |
| Burkina Faso                         | 20                      | 23  | 14         | 9        | 43                  |
| Burundi                              | 52                      | 6   | 4          | 2        | 58                  |
| Cameroun                             | 59                      | 5   | 4          | 1        | 64                  |
| Cambodge                             | 59                      | 2   | -          | 2        | 61                  |
| Canada                               | 101                     | 8   | 5          | 3        | 109                 |
| Cap-Vert                             | 25                      | 3   | 2          | 1        | 28                  |
| Chili                                | 81                      | 16  | 7          | 9        | 97                  |
| Chine                                | 102                     | 50  | 13         | 37       | 152                 |
| Chypre                               | 29                      | 3   | 2          | 1        | 32                  |
| Colombie                             | 66                      | 20  | 15         | 5        | 86                  |
| Comores                              | 19                      | 2   | 1          | 1        | 21                  |
| Congo                                | 26                      | 3   | 3          | -        | 29                  |
| Costa Rica                           | 45                      | 1   | -          | 1        | 46                  |
| Côte d'Ivoire                        | 63                      | 29  | 17         | 12       | 92                  |
| Cuba                                 | 68                      | 11  | 8          | 3        | 79                  |

|                                   | Situation<br>au 30/6/88 | Nombre de<br>personnes<br>formées<br>depuis | A New York | A Genève | Total au<br>30/6/90 |
|-----------------------------------|-------------------------|---|------------|----------|---------------------|
| Danemark                          | 27                      | 4   | 1          | 3        | 31                  |
| Djibouti                          | 17                      | 9   | 7          | 2        | 26                  |
| Dominique                         | 16                      | 2   | 2          | -        | 18                  |
| Egypte                            | 173                     | 8   | 4          | 4        | 181                 |
| El Salvador                       | 33                      | 5   | 3          | 2        | 38                  |
| Emirats arabes unis               | 36                      | 2   | 2          | -        | 38                  |
| Equateur                          | 69                      | 7   | 5          | 2        | 76                  |
| Espagne                           | 21                      | 2   | -          | 2        | 23                  |
| Etats-Unis d'Amérique             | 177                     | 21  | 8          | 13       | 198                 |
| Ethiopie                          | 70                      | 7   | 1          | 6        | 77                  |
| Fidji                             | 35                      | 10  | 10         | -        | 45                  |
| Finlande                          | 72                      | 9   | 6          | 3        | 81                  |
| France                            | 137                     | 23  | 2          | 21       | 160                 |
| Gabon                             | 84                      | 11  | 8          | 3        | 95                  |
| Gambie                            | 20                      | 4   | 1          | 3        | 24                  |
| Ghana                             | 89                      | 51  | 5          | 46       | 140                 |
| Grèce                             | 34                      | 3   | 2          | 1        | 37                  |
| Grenade                           | 16                      | 1   | 1          | -        | 17                  |
| Guatemala                         | 40                      | 14  | 5          | 9        | 54                  |
| Guinée                            | 108                     | 4   | 4          | -        | 112                 |
| Guinée-Bissau                     | 21                      | 8   | 6          | 2        | 29                  |
| Guinée équatoriale                | 14                      | -   | -          | -        | 14                  |
| Guyana                            | 45                      | 2   | 2          | -        | 47                  |
| Haïti                             | 137                     | 6   | 3          | 3        | 143                 |
| Honduras                          | 68                      | 5   | 2          | 3        | 73                  |
| Hong-kong                         | 1                       | -   | -          | -        | 1                   |
| Hongrie                           | 29                      | 8   | -          | 8        | 37                  |
| Iles Cook                         | 3                       | -   | -          | -        | 3                   |
| Iles Salomon                      | 9                       | 3   | 3          | -        | 12                  |
| Iles Vierges britanniques         | 1                       | -   | -          | -        | 1                   |
| Inde                              | 82                      | 13  | 4          | 9        | 95                  |
| Indonésie                         | 163                     | 18  | 12         | 6        | 181                 |
| Iran (République<br>islamique d') | 72                      | 15  | 7          | 8        | 87                  |
| Iraq                              | 123                     | 3   | 2          | 1        | 126                 |
| Irlande                           | 34                      | 3   | 3          | -        | 37                  |
| Islande                           | 10                      | 1   | 1          | -        | 11                  |
| Israël                            | 51                      | 7   | 6          | 1        | 58                  |
| Italie                            | 35                      | 9   | 7          | 2        | 44                  |
| Jamahiriya arabe libyenne         | 122                     | 1   | 1          | -        | 123                 |
| Jamaïque                          | 88                      | 4   | 4          | -        | 92                  |
| Japon                             | 47                      | 1   | 1          | -        | 48                  |
| Jordanie                          | 69                      | 10  | 7          | 3        | 79                  |
| Kenya                             | 77                      | 21  | 3          | 18       | 98                  |
| Koweït                            | 117                     | 25  | 24         | 1        | 142                 |
| Lesotho                           | 32                      | 6   | 3          | 3        | 38                  |
| Liban                             | 35                      | 6   | 1          | 5        | 41                  |

|   | Situation<br>au 30/6/88 | Nombre de<br>personnes<br>formées<br>depuis | A New York | A Genève | Total au<br>30/6/90 |
|---|-------------------------|---|------------|----------|---------------------|
| Libéria                                     | 64                      | 4   | 1          | 3        | 68                  |
| Luxembourg                                  | 7                       | -   | -          | -        | 7                   |
| Madagascar                                  | 58                      | 15  | 8          | 7        | 73                  |
| Malaisie                                    | 88                      | 17  | 13         | 4        | 105                 |
| Malawi                                      | 51                      | 5   | 5          | -        | 56                  |
| Maldives                                    | 17                      | 3   | 3          | -        | 20                  |
| Mali  | 56                      | 16  | 7          | 9        | 72                  |
| Malte                                       | 46                      | 2   | 1          | 1        | 48                  |
| Maroc                                       | 81                      | 7   | 4          | 3        | 88                  |
| Maurice                                     | 28                      | 7   | 6          | 1        | 35                  |
| Mauritanie                                  | 42                      | 4   | 3          | 1        | 46                  |
| Mexique                                     | 157                     | 10  | 9          | 1        | 167                 |
| Monaco                                      | 6                       | -   | -          | -        | 6                   |
| Mongolie                                    | 58                      | 14  | 4          | 10       | 72                  |
| Montserrat                                  | 1                       | -   | -          | -        | 1                   |
| Mozambique                                  | 39                      | 5   | 2          | 3        | 44                  |
| Myanmar                                     | 75                      | 5   | 2          | 3        | 80                  |
| Népal                                       | 55                      | 16  | 5          | 11       | 71                  |
| Nicaragua                                   | 62                      | 6   | 2          | 4        | 68                  |
| Niger                                       | 45                      | 8   | 2          | 6        | 53                  |
| Nigéria                                     | 200                     | 20  | 13         | 7        | 220                 |
| Norvège                                     | 28                      | 2   | 2          | -        | 30                  |
| Nouvelle-Zélande                            | 64                      | 3   | 3          | -        | 67                  |
| Oman  | 94                      | 3   | -          | 3        | 97                  |
| Ouganda                                     | 66                      | 46  | 2          | 44       | 112                 |
| Pakistan                                    | 92                      | 8   | 6          | 2        | 100                 |
| Panama                                      | 61                      | 6   | 2          | 4        | 67                  |
| Papouasie-Nouvelle-<br>Guinée               | 43                      | 3   | 3          | -        | 46                  |
| Paraguay                                    | 30                      | 6   | 6          | -        | 36                  |
| Pays-Bas                                    | 58                      | 3   | 3          | -        | 61                  |
| Pérou                                       | 90                      | 8   | 4          | 4        | 98                  |
| Philippines                                 | 132                     | 12  | 7          | 5        | 144                 |
| Pologne                                     | 61                      | 9   | 9          | -        | 70                  |
| Portugal                                    | 44                      | 3   | 3          | -        | 47                  |
| Qatar                                       | 77                      | 1   | -          | 1        | 78                  |
| République arabe<br>syrienne                | 57                      | 5   | -          | 5        | 62                  |
| République<br>centrafricaine                | 63                      | 3   | 1          | 2        | 66                  |
| République<br>démocratique<br>allemande     | 96                      | 12  | 7          | 5        | 108                 |
| République<br>démocratique<br>populaire lao | 32                      | -   | -          | -        | 32                  |
| République de Corée                         | 80                      | 12  | 10         | 2        | 92                  |



|   | Situation<br>au 30/6/88 | Nombre de<br>personnes<br>formées<br>depuis | A New York | A Genève | Total au<br>30/6/90 |
|---|-------------------------|---|------------|----------|---------------------|
| République dominicaine  | 57                      | 2   | 1          | 1        | 59                  |
| République populaire<br>démocratique de Corée                       | 28                      | 4   | -          | 4        | 32                  |
| République socialiste<br>soviétique de<br>Biélorussie               | 4                       | 2   | 2          | -        | 6                   |
| République socialiste<br>soviétique d'Ukraine                       | 11                      | 3   | 3          | -        | 14                  |
| République-Unie<br>de Tanzanie                                      | 83                      | 51  | 3          | 48       | 134                 |
| Roumanie  | 48                      | 9   | 9          | -        | 57                  |
| Royaume-Uni de<br>Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord           | 97                      | 11  | 4          | 7        | 108                 |
| Rwanda  | 71                      | 6   | 6          | -        | 77                  |
| Sainte-Lucie  | 19                      | 1   | 1          | -        | 20                  |
| Saint-Kitts-et-Nevis  | 13                      | 3   | 3          | -        | 16                  |
| Saint-Marin   | 6                       | -   | -          | -        | 6                   |
| Saint-Siège   | 51                      | 4   | 2          | 2        | 55                  |
| Saint-Vincent-et-<br>Grenadines                                     | 13                      | -   | -          | -        | 13                  |
| Samoa   | 20                      | 2   | -          | 2        | 22                  |
| Sao Tomé-et-Principe  | 15                      | 3   | 3          | -        | 18                  |
| Sénégal   | 54                      | 15  | 7          | 8        | 69                  |
| Seychelles  | 16                      | 2   | 2          | -        | 18                  |
| Sierra Leone  | 53                      | 3   | 2          | 1        | 56                  |
| Singapour   | 94                      | -   | -          | -        | 94                  |
| Somalie   | 45                      | 4   | 2          | 2        | 49                  |
| Soudan  | 127                     | 16  | 11         | 5        | 143                 |
| Sri Lanka   | 55                      | 11  | 4          | 7        | 66                  |
| Suède   | 95                      | 9   | 6          | 3        | 104                 |
| Suisse  | 92                      | 12  | 5          | 7        | 104                 |
| Suriname  | 102                     | 1   | 1          | -        | 103                 |
| Swaziland   | 63                      | 4   | 4          | -        | 67                  |
| Tchad   | 51                      | 4   | 1          | 3        | 55                  |
| Tchécoslovaquie   | 33                      | 7   | 2          | 5        | 40                  |
| Territoire sous<br>tutelle des Iles<br>du Pacifique<br>(Micronésie) | 2                       | -   | -          | -        | 2                   |
| Thaïlande   | 132                     | 11  | 8          | 3        | 143                 |
| Togo  | 53                      | 3   | 3          | -        | 56                  |
| Tonga   | 4                       | -   | -          | -        | 4                   |
| Trinité-et-Tobago   | 83                      | 11  | 6          | 5        | 94                  |
| Tunisie   | 84                      | 20  | 7          | 13       | 104                 |
| Turquie   | 90                      | 13  | 11         | 2        | 103                 |
| Tuvalu  | 1                       | -   | -          | -        | 1                   |

|  | Situation<br>au 30/6/88 | Nombre de<br>personnes<br>formées<br>depuis | A            |            | Total au<br>30/6/90 |
|--|-------------------------|---|--------------|------------|---------------------|
|  |                         |   | New York     | Genève     |                     |
| Union des<br>Républiques<br>socialistes<br>soviétiques | 146                     | 12  | 8            | 4          | 158                 |
| Uruguay  | 45                      | 7   | 5            | 2          | 52                  |
| Vanuatu  | 5                       | 3   | 3            | -          | 8                   |
| Venezuela  | 191                     | 2   | 1            | 1          | 193                 |
| Viet Nam   | 75                      | 17  | 9            | 8          | 92                  |
| Yémen a/   | 83                      | 7   | 4            | 3          | 90                  |
| Yémen démocratique a/                                  | 49                      | 11  | 11           | -          | 60                  |
| Yougoslavie  | 56                      | 11  | 4            | 7          | 67                  |
| Zaïre  | 127                     | 17  | 7            | 10         | 144                 |
| Zambie   | 63                      | 1   | 1            | -          | 64                  |
| Zimbabwe   | 24                      | 6   | 1            | 5          | 30                  |
| Organismes observateurs                                | 77                      | 28  | 14           | 14         | 105                 |
| Système des Nations Unies                              | 270                     | 363   | 344          | 19         | 633                 |
| Autres organisations<br>internationales                | 106                     | 5   | -            | 5          | 111                 |
| Etablissements<br>universitaires                       | 290                     | 10  | 10           | -          | 300                 |
| <b>Total</b>   | <b>10 811</b>           | <b>1 776</b>                                | <b>1 095</b> | <b>681</b> | <b>12 587</b>       |

a/ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné pour former un seul Etat souverain appelé "République du Yémen".

**B. Liste des 45 pays ayant envoyé le plus grand nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR (de 1966 au 30 juin 1990)**

|     |  |       |
|-----|--|-------|
| 1.  | Nigéria  | (220) |
| 2.  | Etats-Unis d'Amérique                                  | (198) |
| 3.  | Venezuela  | (193) |
| 4.  | Allemagne, République fédérale d'                      | (187) |
| 5.  | Egypte   | (181) |
| 6.  | Indonésie  | (181) |
| 7.  | Mexique  | (167) |
| 8.  | France   | (160) |
| 9.  | Union des Républiques socialistes soviétiques          | (158) |
| 10. | Chine  | (152) |
| 11. | Philippines  | (144) |
| 12. | Zaire  | (144) |
| 13. | Haïti  | (143) |
| 14. | Soudan   | (143) |
| 15. | Thaïlande  | (143) |
| 16. | Koweït   | (142) |
| 17. | Ghana  | (140) |
| 18. | République-Unie de Tanzanie                            | (134) |
| 19. | Iraq   | (126) |
| 20. | Jamahiriya arabe libyenne                              | (123) |
| 21. | Arabie saoudite  | (120) |
| 22. | Guinée   | (112) |
| 23. | Ouganda  | (112) |
| 24. | Canada   | (109) |
| 25. | Argentine  | (108) |
| 26. | République démocratique allemande                      | (108) |
| 27. | Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord | (108) |
| 28. | Malaisie   | (105) |
| 29. | Suède  | (104) |
| 30. | Suisse   | (104) |
| 31. | Tunisie  | (104) |
| 32. | Suriname   | (103) |
| 33. | Turquie  | (103) |
| 34. | Pakistan   | (100) |
| 35. | Kenya  | (98)  |
| 36. | Pérou  | (98)  |
| 37. | Oman   | (97)  |
| 38. | Gabon  | (95)  |
| 39. | Inde   | (95)  |
| 40. | Singapour  | (94)  |
| 41. | Trinité-et-Tobago                                      | (94)  |
| 42. | Côte d'Ivoire  | (92)  |
| 43. | Jamaïque   | (92)  |
| 44. | République de Corée                                    | (92)  |
| 45. | Viet Nam   | (92)  |

|                                     |           |
|-------------------------------------|-----------|
| Europe occidentale et autres Etats: | 7         |
| Europe orientale et Chine :         | 3         |
|                                     | <hr/>     |
|                                     | 10        |
| Asie :                              | 14        |
| Afrique :                           | 13        |
| Amérique latine et Caraïbes :       | 8         |
|                                     | <hr/>     |
|                                     | <u>35</u> |

ANNEXE III

Contributions des gouvernements au Fonds général de l'UNITAR  
de 1980 à 1990

(En dollars des Etats-Unis au 31 juillet 1990)

|                                   | 1980    | 1981    | 1982     | 1983    |
|-----------------------------------|---------|---------|----------|---------|
| Afghanistan                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Afrique du Sud                    | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Albanie                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Algérie                           | 10 000  | 10 000  | 10 000   | 5 000   |
| Allemagne, République fédérale d' | 307 693 | 153 005 | 176 180  | 177 165 |
| Angola                            | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Antigua-et-Barbuda                | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Arabie saoudite                   | 10 000  | 10 000  | 10 000   | 20 000  |
| Argentine                         | 15 000  | 13 628  | 16 373   | 15 000  |
| Australie                         | 38 476  | 39 535  | 39 645   | 40 566  |
| Autriche                          | 30 718  | 10 000  | 10 000   | 28 249  |
| Bahamas                           | 0       | 500     | 500      | 500     |
| Bahreïn                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Bangladesh                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Barbade                           | 0       | 0       | 0        | 500     |
| Belgique                          | 140 474 | 103 093 | 0        | 154 352 |
| Belize                            | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Bénin                             | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Bhoutan                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Birmanie                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Bolivie                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Botswana                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Brésil                            | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Brunéi Darussalam                 | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Bulgarie                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Burkina Faso                      | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Burundi                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Cambodge                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Cameroun                          | 0       | 0       | 0        | 7 702   |
| Canada                            | 25 000  | 114 407 | 76 271   | 71 847  |
| Cap-Vert                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Chili                             | 3 000   | 5 000   | 5 000    | 0       |
| Chine                             | 0       | 46 666  | (23 121) | 0       |
| Chypre                            | 0       | 0       | 500      | 0       |
| Colombie                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Comores                           | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Congo                             | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Costa Rica                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Côte d'Ivoire                     | 23 810  | 17 452  | 0        | 50 552  |
| Cuba                              | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Danemark                          | 51 378  | 50 000  | 40 971   | 39 106  |

|                                   | 1984    | 1985    | 1986    | 1987   |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|--------|
| Afghanistan                       | 1 000   | 0       | 0       | 0      |
| Afrique du Sud                    | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Albanie                           | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Algérie                           | 5 000   | 10 000  | 0       | 10 000 |
| Allemagne, République fédérale d' | 192 308 | 192 307 | 0       | 0      |
| Angola                            | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Antigua-et-Barbuda                | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Arabie saoudite                   | 72 834  | 50 000  | 100 000 | 0      |
| Argentine                         | 20 000  | 0       | 40 000  | 0      |
| Australie                         | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Autriche                          | 27 322  | 23 256  | 28 249  | 35 211 |
| Bahamas                           | 1 000   | 1 000   | 1 000   | 1 500  |
| Bahreïn                           | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Bangladesh                        | 0       | 2 000   | 0       | 0      |
| Barbade                           | 250     | 250     | 0       | 0      |
| Belgique                          | 67 443  | 0       | 0       | 0      |
| Belize                            | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Bénin                             | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Bhoutan                           | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Birmanie                          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Bolivie                           | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Botswana                          | 500     | 0       | 0       | 0      |
| Brésil                            | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Brunéi Darussalam                 | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Bulgarie                          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Burkina Faso                      | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Burundi                           | 2 233   | 0       | 1 471   | 0      |
| Cambodge                          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Cameroun                          | 9 346   | 21 277  | 30 368  | 36 474 |
| Canada                            | 73 171  | 65 694  | 0       | 44 776 |
| Cap-Vert                          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Chili                             | 8 000   | 5 000   | 5 000   | 5 000  |
| Chine                             | 20 000  | 20 000  | 20 000  | 10 000 |
| Chypre                            | 0       | 0       | 500     | 0      |
| Colombie                          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Comores                           | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Congo                             | 10 000  | 5 000   | 0       | 0      |
| Costa Rica                        | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Côte d'Ivoire                     | 0       | 8 568   | 22 000  | 32 787 |
| Cuba                              | 0       | 3 000   | 0       | 0      |
| Danemark                          | 42 553  | 40 909  | 54 878  | 0      |

|                                   | 1988   | 1989   | 1990  | Total     |
|-----------------------------------|--------|--------|-------|-----------|
| Afghanistan                       | 0      | 0      | 0     | 1 000     |
| Afrique du Sud                    | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Albanie                           | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Algérie                           | 0      | 0      | 0     | 60 000    |
| Allemagne, République fédérale d' | 0      | 0      | 0     | 1 198 658 |
| Angola                            | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Antigua-et-Barbuda                | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Arabie saoudite                   | 0      | 0      | 0     | 272 834   |
| Argentine                         | 40 000 | 20 000 | 0     | 180 001   |
| Australie                         | 0      | 0      | 0     | 158 222   |
| Autriche                          | 0      | 0      | 0     | 193 005   |
| Bahamas                           | 0      | 0      | 0     | 6 000     |
| Bahreïn                           | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Bangladesh                        | 0      | 0      | 0     | 2 000     |
| Barbade                           | 0      | 0      | 0     | 1 000     |
| Belgique                          | 0      | 0      | 0     | 465 362   |
| Belize                            | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Bénin                             | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Bhoutan                           | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Birmanie                          | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Bolivie                           | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Botswana                          | 0      | 0      | 0     | 500       |
| Bésil                             | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Brunéi Darussalam                 | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Bulgarie                          | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Burkina Faso                      | 500    | 0      | 0     | 500       |
| Burundi                           | 0      | 1 257  | 6 250 | 11 211    |
| Cambodge                          | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Cameroun                          | 0      | 44 369 | 0     | 149 536   |
| Canada                            | 0      | 0      | 0     | 471 166   |
| Cap-Vert                          | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Chili                             | 5 000  | 5 000  | 5 000 | 51 000    |
| Chine                             | 0      | 0      | 0     | 93 545    |
| Chypre                            | 0      | 0      | 0     | 1 000     |
| Colombie                          | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Comores                           | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Congo                             | 0      | 0      | 0     | 15 000    |
| Costa Rica                        | 0      | 0      | 0     | 0         |
| Côte d'Ivoire                     | 22 000 | 0      | 0     | 177 169   |
| Cuba                              | 0      | 0      | 0     | 3 000     |
| Danemark                          | 0      | 0      | 0     | 319 795   |

|                                | 1980    | 1981    | 1982     | 1983    |
|--------------------------------|---------|---------|----------|---------|
| Djibouti                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Dominique                      | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Egypte                         | 0       | 0       | 2 100    | 12 600  |
| El Salvador                    | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Emirats arabes unis            | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Espagne                        | 0       | 50 000  | (50 000) | 25 000  |
| Etats-Unis d'Amérique          | 500 000 | 500 000 | 422 000  | 422 000 |
| Ethiopie                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Fidji                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Finlande                       | 43 812  | 39 171  | 44 444   | 36 364  |
| France                         | 50 000  | 46 703  | 35 971   | 34 965  |
| Gabon                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Gambie                         | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Ghana                          | 1 818   | 1 818   | 0        | 8 204   |
| Grèce                          | 3 500   | 4 000   | 5 000    | 5 000   |
| Grenade                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Guatemala                      | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Guinée                         | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Guinée-Bissau                  | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Guinée équatoriale             | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Guyana                         | 392     | 333     | 0        | 667     |
| Haïti                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Honduras                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Hongrie                        | 0       | 3 385   | (3 385)  | 0       |
| Iles Salomon                   | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Inde                           | 20 000  | 20 000  | 20 000   | 20 000  |
| Indonésie                      | 3 000   | 4 000   | 4 000    | 4 000   |
| Iran (République islamique d') | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Iraq                           | 0       | 0       | 15 000   | 0       |
| Irlande                        | 10 425  | 17 402  | 5 514    | 10 755  |
| Islande                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Israël                         | 0       | 3 000   | 3 000    | 3 000   |
| Italie                         | 37 724  | 42 200  | 33 997   | 34 602  |
| Jamahiriya arabe libyenne      | 40 000  | 40 000  | 0        | 0       |
| Jamaïque                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Japon                          | 60 000  | 60 000  | 60 000   | 60 000  |
| Jordanie                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Kenya                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Kiribati                       | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Koweït                         | 0       | 30 000  | 20 000   | 20 000  |
| Lesotho                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Liban                          | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Libéria                        | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Liechtenstein                  | 0       | 0       | 0        | 0       |
| Luxembourg                     | 0       | 0       | 2 091    | 2 115   |



|                                | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Djibouti                       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Dominique                      | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Egypte                         | 5 000   | 6 000   | 6 000   | 6 000   |
| El Salvador                    | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Emirats arabes unis            | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Espagne                        | 100 000 | 23 542  | 32 258  | 0       |
| Etats-Unis d'Amérique          | 422 000 | 422 000 | 0       | 0       |
| Ethiopie                       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Fidji                          | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Finlande                       | 35 398  | 72 993  | 110 092 | 122 449 |
| France                         | 67 848  | 25 728  | 39 216  | 45 662  |
| Gabon                          | 0       | 0       | 59 701  | 0       |
| Gambie                         | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Ghana                          | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Grèce                          | 5 000   | 5 000   | 5 000   | 5 000   |
| Grenade                        | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Guatemala                      | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Guinée                         | 0       | 1 000   | 0       | 0       |
| Guinée-Bissau                  | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Guinée équatoriale             | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Guyana                         | 0       | 0       | 267     | 0       |
| Haïti                          | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Honduras                       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Hongrie                        | 4 538   | (4 538) | 0       | 0       |
| Iles Salomon                   | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Inde                           | 25 000  | 25 000  | 25 000  | 25 000  |
| Indonésie                      | 4 000   | 14 000  | 0       | 4 000   |
| Iran (République islamique d') | 0       | 10 000  | 10 000  | 0       |
| Iraq                           | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Irlande                        | 12 518  | 11 213  | 16 308  | 13 410  |
| Islande                        | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Israël                         | 3 000   | 4 000   | 4 000   | 4 000   |
| Italie                         | 62 893  | 52 632  | 75 802  | 122 302 |
| Jamahiriya arabe libyenne      | 28 750  | 50 000  | 0       | 50 000  |
| Jamaïque                       | 2 000   | 2 000   | 2 000   | 2 000   |
| Japon                          | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| Jordanie                       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Kenya                          | 1 185   | 0       | 982     | 991     |
| Kiribati                       | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Koweït                         | 20 000  | 20 000  | 20 000  | 20 000  |
| Lesotho                        | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Liban                          | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Libéria                        | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Liechtenstein                  | 0       | 0       | 0       | 0       |
| Luxembourg                     | 1 878   | 1 639   | 2 549   | 3 333   |

|                                | 1988    | 1989    | 1990   | Total     |
|--------------------------------|---------|---------|--------|-----------|
| Djibouti                       | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Dominique                      | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Egypte                         | 0       | 0       | 0      | 37 700    |
| El Salvador                    | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Emirats arabes unis            | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Espagne                        | 0       | 0       | 0      | 180 800   |
| Etats-Unis d'Amérique          | 0       | 0       | 0      | 2 688 000 |
| Ethiopie                       | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Fidji                          | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Finlande                       | 110 612 | 0       | 0      | 615 335   |
| France                         | 117 613 | 68 259  | 62 500 | 594 465   |
| Gabon                          | 0       | 0       | 0      | 59 701    |
| Gambie                         | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Ghana                          | 0       | 5 000   | 0      | 16 840    |
| Grèce                          | 5 000   | 5 000   | 5 000  | 52 500    |
| Grenade                        | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Guatemala                      | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Guinée                         | 0       | 0       | 0      | 1 000     |
| Guinée-Bissau                  | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Guinée équatoriale             | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Guyana                         | 0       | 0       | 0      | 1 659     |
| Haïti                          | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Honduras                       | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Hongrie                        | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Iles Salomon                   | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Inde                           | 25 000  | 20 000  | 20 000 | 245 000   |
| Indonésie                      | 4 000   | 4 000   | 4 000  | 49 000    |
| Iran (République islamique d') | 0       | 0       | 0      | 20 000    |
| Iraq                           | 0       | 0       | 0      | 15 000    |
| Irlande                        | 0       | 0       | 0      | 97 545    |
| Islande                        | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Israël                         | 0       | 0       | 0      | 24 000    |
| Italie                         | 163 265 | 155 642 | 0      | 781 059   |
| Jamahiriya arabe libyenne      | 20 000  | 20 000  | 0      | 248 750   |
| Jamaïque                       | 2 000   | 2 015   | 1 858  | 13 873    |
| Japon                          | 100 000 | 100 000 | 0      | 840 000   |
| Jordanie                       | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Kenya                          | 0       | 0       | 1 488  | 4 646     |
| Kiribati                       | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Koweït                         | 20 000  | 20 000  | 20 000 | 210 000   |
| Lesotho                        | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Liban                          | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Libéria                        | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Liechtenstein                  | 0       | 0       | 0      | 0         |
| Luxembourg                     | 4 035   | 0       | 0      | 17 640    |

|  | 1980   | 1981   | 1982   | 1983   |
|--|--------|--------|--------|--------|
| Madagascar   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Malaisie   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Malawi   | 0      | 0      | 0      | 1 298  |
| Maldives   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Mali   | 0      | 1 561  | 0      | 0      |
| Maroc  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Mozambique   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Népal  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Nicaragua  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Niger  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Nigéria  | 14 000 | 0      | 0      | 0      |
| Norvège  | 81 120 | 92 593 | 84 832 | 69 444 |
| Nouvelle-Zélande                                       | 6 804  | 5 992  | 5 375  | 4 588  |
| Oman   | 0      | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| Pakistan   | 4 000  | 0      | 14 000 | 10 000 |
| Panama   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée                              | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Paraguay   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Pays-Bas   | 51 566 | 43 103 | 55 545 | 0      |
| Pérou  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Philippines  | 10 000 | 10 000 | 0      | 10 000 |
| Pologne  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Portugal   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Qatar  | 0      | 10 000 | 20 000 | 10 000 |
| République arabe syrienne                              | 0      | 0      | 10 470 | 0      |
| République arabe du Yémen a/                           | 1 150  | 0      | 0      | 0      |
| République centrafricaine                              | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République démocratique allemande                      | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République démocratique<br>populaire lao               | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République de Corée                                    | 0      | 0      | 2 000  | 0      |
| République dominicaine                                 | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République socialiste soviétique<br>de Biélorussie     | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République socialiste soviétique<br>d'Ukraine          | 0      | 0      | 0      | 0      |
| République-Unie de Tanzanie                            | 6 024  | 6 024  | 7 273  | 12 552 |
| Roumanie   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Rwanda   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Sainte-Lucie   | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Saint-Siège  | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Saint-Vincent-et-Grenadines                            | 0      | 0      | 0      | 0      |
| Samoa  | 0      | 0      | 0      | 0      |

|  | 1984    | 1985    | 1986    | 1987   |
|--|---------|---------|---------|--------|
| Madagascar   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Malaisie   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Malawi   | 1 123   | 1 007   | 1 688   | 872    |
| Maldives   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Mali   | 0       | 500     | 0       | 0      |
| Maroc  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Mozambique   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Népal  | 0       | 0       | 0       | 1 000  |
| Nicaragua  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Niger  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Nigéria  | 12 469  | 13 055  | 20 969  | 20 000 |
| Norvège  | 136 054 | 112 994 | 132 450 | 0      |
| Nouvelle-Zélande                                       | 4 650   | 4 253   | 0       | 0      |
| Oman   | 10 000  | 10 000  | 10 000  | 0      |
| Pakistan   | 10 000  | 10 000  | 15 000  | 15 000 |
| Panama   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée                              | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Paraguay   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Pays-Bas   | 45 225  | 43 453  | 0       | 0      |
| Pérou  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Philippines  | 10 000  | 1 000   | 10 000  | 5 000  |
| Pologne  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Portugal   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Qatar  | 0       | 10 000  | 0       | 0      |
| République arabe syrienne                              | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République arabe du Yémen a/                           | 0       | 1 400   | 0       | 0      |
| République centrafricaine                              | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République démocratique allemande                      | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République démocratique<br>populaire lao               | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République de Corée                                    | 0       | 10 000  | 9 333   | 9 333  |
| République dominicaine                                 | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République socialiste soviétique<br>de Biélorussie     | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République socialiste soviétique<br>d'Ukraine          | 0       | 0       | 0       | 0      |
| République-Unie de Tanzanie                            | (1 346) | 3 405   | 3 582   | 2 449  |
| Roumanie   | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Rwanda   | 0       | 0       | 1 000   | 1 000  |
| Sainte-Lucie   | 0       | 0       | 0       | 1 000  |
| Saint-Siège  | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Saint-Vincent-et-Grenadines                            | 0       | 0       | 0       | 0      |
| Samoa  | 0       | 0       | 0       | 0      |

|  | 1988   | 1989   | 1990   | Total   |
|--|--------|--------|--------|---------|
| Madagascar   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Malaisie   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Malawi   | 806    | 0      | 0      | 6 794   |
| Maldives   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Mali   | 0      | 0      | 0      | 2 061   |
| Maroc  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Mozambique   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Népal  | 0      | 0      | 0      | 1 000   |
| Nicaragua  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Niger  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Nigéria  | 20 000 | 58 000 | 60 000 | 218 493 |
| Norvège  | 0      | 0      | 0      | 709 487 |
| Nouvelle-Zélande                                       | 0      | 0      | 0      | 31 662  |
| Oman   | 0      | 0      | 3 000  | 63 000  |
| Pakistan   | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 123 000 |
| Panama   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée                              | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Paraguay   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Pays-Bas   | 0      | 0      | 0      | 238 892 |
| Pérou  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Philippines  | 7 500  | 2 000  | 2 000  | 67 500  |
| Pologne  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Portugal   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Qatar  | 0      | 0      | 0      | 50 000  |
| République arabe syrienne                              | 0      | 0      | 0      | 10 470  |
| République arabe du Yémen a/                           | 0      | 2 000  | 2 000  | 6 550   |
| République centrafricaine                              | 0      | 1 534  | 0      | 1 534   |
| République démocratique allemande                      | 0      | 0      | 0      | 0       |
| République démocratique<br>populaire lao               | 0      | 0      | 0      | 0       |
| République de Corée                                    | 9 333  | 10 000 | 10 000 | 59 999  |
| République dominicaine                                 | 0      | 0      | 0      | 0       |
| République socialiste soviétique<br>de Biélorussie     | 0      | 0      | 0      | 0       |
| République socialiste soviétique<br>d'Ukraine          | 0      | 0      | 0      | 0       |
| République-Unie de Tanzanie                            | 1 806  | 1 048  | 1 207  | 44 024  |
| Roumanie   | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne<br>et d'Irlande du Nord | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Rwanda   | 1 000  | 15 000 | 0      | 18 000  |
| Sainte-Lucie   | 1 000  | 0      | 0      | 2 000   |
| Saint-Siège  | 0      | 0      | 0      | 0       |
| Saint-Vincent-et-Grenadines                            | 1 000  | 0      | 1 500  | 2 500   |
| Samoa  | 0      | 0      | 0      | 0       |

|  | 1980             | 1981             | 1982             | 1983             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Sao Tomé-et-Principe                             | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Sénégal  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Seychelles                                       | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Sierra Lecne                                     | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Singapour  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Somalie  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Soudan   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Sri Lanka  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Suède  | 153 937          | 151 251          | 127 447          | 101 351          |
| Suisse   | 104 257          | 86 957           | 75 226           | 73 636           |
| Suriname   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Swaziland  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Tchad  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Tchécoslovaquie                                  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Thaïlande  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Togo   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Union des Républiques socialistes<br>soviétiques | 40 000           | 40 000           | 40 000           | 40 000           |
| Uruguay  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Vanuatu  | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Venezuela  | 30 000           | 30 000           | 30 000           | 30 000           |
| Viet Nam   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Yémen démocratique a/                            | 1 150            | 0                | 0                | 0                |
| Yougoslavie                                      | 5 000            | 5 000            | 0                | 10 000           |
| Zaire  | 0                | 0                | 0                | 40 000           |
| Zambie   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Zimbabwe   | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Total</b>                                     | <b>1 938 828</b> | <b>2 057 000</b> | <b>1 471 485</b> | <b>1 762 452</b> |

a/ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné pour former un Etat souverain dénommé "la République du Yémen".

|  | 1984             | 1985             | 1986             | 1987           |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Sao Tomé-et-Principe                             | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Sénégal  | 0                | 0                | 3 000            | 3 000          |
| Seychelles                                       | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Sierra Leone                                     | 0                | 0                | 0                | 1 500          |
| Singapour  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Somalie  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Soudan   | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Sri Lanka  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Suède  | 96 154           | 91 429           | 114 745          | 0              |
| Suisse   | 76 056           | 64 800           | 97 561           | 107 143        |
| Suriname   | 0                | 0                | 0                | 500            |
| Swaziland  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Tchad  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Tchécoslovaquie                                  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Thaïlande  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Togo   | 0                | 0                | 1 504            | 0              |
| Union des Républiques socialistes<br>soviétiques | 40 000           | 0                | 0                | 0              |
| Uruguay  | 0                | 0                | 1 000            | 0              |
| Vanuatu  | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Venezuela  | 29 947           | 17 700           | 19 347           | 10 000         |
| Viet Nam   | 0                | 0                | 0                | 0              |
| Yémen démocratique a/                            | 1 265            | 1 400            | 140              | 0              |
| Yougoslavie                                      | 5 000            | 5 000            | 5 000            | 5 000          |
| Zaïre  | 1 000            | 0                | 1 000            | 1 000          |
| Zambie   | 5 970            | 0                | 0                | 0              |
| Zimbabwe   | 0                | 0                | 0                | 0              |
| <b>Total</b>                                     | <b>1 945 302</b> | <b>1 698 870</b> | <b>1 270 406</b> | <b>888 648</b> |

a/ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné pour former un Etat souverain dénommé "la République du Yémen".

|  | 1988           | 1989           | 1990           | Total             |
|--|----------------|----------------|----------------|-------------------|
| Sao Tomé-et-Principe                             | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Sénégal  | 3 000          | 0              | 0              | 9 000             |
| Seychelles                                       | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Sierra Leone                                     | 0              | 0              | 0              | 1 500             |
| Singapour  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Somalie  | 505            | 0              | 0              | 505               |
| Soudan   | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Sri Lanka  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Suède  | 0              | 0              | 0              | 836 314           |
| Suisse   | 125 874        | 106 685        | 109 756        | 1 027 951         |
| Suriname   | 0              | 0              | 0              | 500               |
| Swaziland  | 0              | 847            | 722            | 1 569             |
| Tchad  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Tchécoslovaquie                                  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Thaïlande  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Togo   | 0              | 2 921          | 0              | 4 425             |
| Union des Républiques socialistes<br>soviétiques | 0              | 0              | 7 320          | 207 320           |
| Uruguay  | 1 000          | 1 000          | 1 000          | 4 000             |
| Vanuatu  | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Venezuela  | 10 000         | 10 000         | 0              | 216 494           |
| Viet Nam   | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| Yémen démocratique a/                            | 0              | 0              | 0              | 3 955             |
| Yougoslavie                                      | 5 000          | 5 000          | 5 000          | 55 000            |
| Zaïre  | 1 000          | 1 000          | 2 000          | 47 000            |
| Zambie   | 0              | 0              | 0              | 5 970             |
| Zimbabwe   | 0              | 0              | 0              | 0                 |
| <b>Total</b>                                     | <b>851 014</b> | <b>708 203</b> | <b>326 645</b> | <b>14 942 853</b> |

a/ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné pour former un Etat souverain dénommé "la République du Yémen".



ANNEXE IV

Liste des publications de l'UNITAR pour la période 1988-1990

Publications sur la diplomatie multilatérale et la coopération internationale

Johan Kaufmann, Conference Diplomacy, vol. I, 1988.

Johan Kaufmann, Conference Diplomacy, vol. II, Effective Negotiation: Case Studies in Diplomacy, 1989.

E. M. Chossudovsky, "East-West" Diplomacy for Environment in the United Nations, 1989.

Ludovik Dembiski, The Modern Law of Diplomacy, External Missions of States and International Organizations, 1988.

The UN System at Geneva - Scope and Practices of Multilateral Diplomacy and Co-operation, 1990 a/.

Publications sur les Nations Unies

M. S. Finger, American Ambassadors at the UN (History of the United States Mission to the UN), 1990.

The Future Role of the United Nations in an Interdependent World, 1989.

International Administration: Law and management practices in international organizations, 1990.

Maurice Bertrand, The Third Generation World Organization, 1989.

Sidney Dell, The United Nations and International Business, 1990.

C. V. Narasimhan, The United Nations: An Inside View, 1988.

United Nations Related Studies in Europe, 1990 a/.

Shabtai Rosenne et Terry D. Gill, The World Court: What It Is and How It Works, 1990.

Publications sur les questions relatives à la paix et la sécurité

Victor Umbricht, Multilateral Mediation: Principles and Practices, 1989.

---

a/ En cours de publication.

## Publications sur le développement économique et social

Sandro Calvani, et al., The Challenge of African Disasters, 1990 a/.

Gonzalo Martnir, et al., Chile Hacia El Año 2000, 1988.

Gonzalo Martnir, et al., Costa Rica Hacia El Año 2000, 1988.

Mary H. Dickson, Mario Fanelli et Giulio Moreno, Geothermal Country Profiles Africa, Asia and Latin America, 1988.

Heavy Crude and Tar Sands: Proceedings of the Third International Conference, 1988.

Heavy Crude and Tar Sands: Proceedings of the Fourth International Conference, 1989.

Gonzalo Martnir, et al., La Integración Latinoamericana en la Encrusjiada, 1990 a/.

Photovoltaic Resources: Applications, Utilization and Assessment, Guidebook for Policy Planners, 1990 a/.

The Role of Economic Integration in the Economic and Social Development of Latin American Countries, 1989.

Le rôle du secteur public dans le développement économique et social des pays africains, 1988.

Small Geothermal Resources, Special issue of Geothermics, International Journal of Geothermal Research and its Applications, vol. 17, No 1 and No 2/3, 1988.

Asher Shadmon, Stone in Brazil, 1989.

## Manuels

B. Sen, A Diplomat's Handbook of International Law and Practice, 1988.

Daniel Frei et Diander Ruloff, Diplomats Handbook of Foreign Policy Analysis, 1989.

M. Hmalalengwa, C. Hinterman et E. V. O. Dankwa, International Law of Human Rights in Africa: Basic Documents and Annotated Bibliography, 1988.

Training of External Debt Managers in Sub-Saharan African Countries, 1988.

ANNEXE V

Composition du Conseil d'administration de 1988 à 1990

A. Composition du Conseil d'administration en 1988

M. S. Shah Nawaz, Président,  
Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Missoum Sbih, Vice-Président,  
Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères (Algérie)

M. Andrés Aguilar,  
Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Rafeeuddin Ahmed,  
Secrétaire général adjoint,  
Département des affaires économiques et sociales internationales  
(Secrétariat de l'ONU)

M. D. H. N. Alleyne,  
Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Lawrence S. Eagleburger,  
Ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques  
(Etats-Unis d'Amérique)

M. J. Isawa Elaigwu,  
Professeur de sciences politiques à l'Université de JOS (Nigéria)

M. Amara Essy,  
Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Alexander Fedorovich Fesenko,  
Directeur de l'Institut de recherche en matière de coopération  
économique et technique avec les pays étrangers  
(Union des Républiques socialistes soviétiques)

M. Lucio García del Solar,  
Directeur général,  
Ministère des affaires étrangères (Argentine)

M. Kiyooki Kikuchi,  
Ancien Représentant permanent du Japon auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Keijo Korhonen,  
Ancien Représentant permanent de la Finlande auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Natarajan Krishnan,  
Envoyé spécial du Premier Ministre auprès du Fonds africain,  
Ancien Représentant permanent de l'Inde auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Umberto La Rocca,  
Ancien Représentant permanent de l'Italie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Jacques Leprette,  
Ambassadeur de France

M. Franz E. Muheim  
Directeur,  
Direction des organisations internationales,  
Département fédéral des affaires étrangères (Suisse)

M. Jaime de Piniés,  
Conseiller spécial du Secrétaire général  
Ancien Représentant permanent de l'Espagne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies  
(Secrétariat de l'ONU)

M. Ali A. Treiki,  
Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

B. Composition du Conseil d'administration en 1989

M. Andrés Aguilar, Président,  
Représentant permanent du Venezuela auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Missoum Sbih, Vice-Président,  
Ambassadeur d'Algérie au Cameroun

M. Rafeeuddin Ahmed,  
Secrétaire général adjoint,  
Département des affaires économiques et sociales internationales  
(Secrétariat de l'ONU)

M. D. H. N. Alleyne,  
Ancien Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. J. Isawa Elaigwu,  
Professeur de sciences politiques à l'Université de Jos (Nigéria)

M. Amara Essy,  
Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Lucio García del Solar,  
Directeur général,  
Ministère des affaires étrangères (Argentine)

M. Kiyooki Kikuchi,  
Ancien Représentant permanent du Japon auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Keijo Korhonen,  
Conseiller pour les questions de politique étrangère auprès du Premier Ministre  
Ancien Représentant permanent de la Finlande auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Natarajan Krishnan,  
Envoyé spécial du Premier Ministre auprès du Fonds africain,  
Ancien Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Umberto La Rocca,  
Ancien Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Jacques Leprette,  
Ambassadeur de France

M. Franz E. Muheim,  
Ambassadeur de Suisse auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord

M. Jaime de Piniés,  
Conseiller spécial du Secrétaire général,  
Ancien Représentant permanent de l'Espagne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies  
(Secrétariat de l'ONU)

M. S. Shah Nawaz,  
Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Ali A. Treiki,  
Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Victor A. Zvezdin,  
Représentant permanent adjoint de l'Union des Républiques socialistes soviétiques  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

#### C. Composition du Conseil d'administration en 1990

M. Andrés Aguilar, Président,  
Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Natarajan Krishnan, Vice-Président,  
Doyen de l'École d'études internationales de l'Université de Pondichery (Inde)

**M. Rafeeuddin Ahmed,**  
Secrétaire général adjoint,  
Département des affaires économiques et sociales internationales  
(Secrétariat de l'ONU)

**M. G. Arthur Brown,**  
Gouverneur de la Banque centrale de la Jamaïque

**M. J. Isawa Elaigwu,**  
Professeur de sciences politiques à l'Université de Jos (Nigéria)

**M. Amara Essy,**  
Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

**M. Lucio García del Solar**  
Ministre des affaires étrangères et du culte (Argentine)

**M. Kiyooki Kikuchi,**  
Ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

**M. Jean-Pierre Keusch,**  
Directeur,  
Direction des organisations internationales,  
Département fédéral des affaires étrangères (Suisse)

**M. Slobodan Kotevski,**  
Représentant permanent adjoint de la Yougoslavie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

**M. Eduard V. Kudryavtsev,**  
Représentant permanent adjoint de l'Union des Républiques socialistes soviétiques  
aupès de l'Organisation des Nations Unies

**M. Umberto La Rocca,**  
Ancien Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

**M. Jacques Leprette,**  
Ambassadeur de France

**M. Jaime de Piniés,**  
Conseiller spécial du Secrétaire général,  
Ancien Représentant permanent de l'Espagne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies  
(Secrétariat de l'ONU)

**M. Missoum Sbih,**  
Ambassadeur,  
Ancien Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères (Algérie)

**M. S. Shah Nawaz,**  
Ancien Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

**M. Mohamed Ahmed Sherif,**  
Ancien Ministre de l'éducation (Jamahiriya arabe libyenne)

D. Membres de droit du Conseil d'administration

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Président de l'Assemblée générale

Le Président du Conseil économique et social

Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour  
la formation et la recherche

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. تسلم عليها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---